

LE PATRIOTE

*Méfiez-vous
de l'homme
nu qui vous
propose
sa chemise.*

Hebdomadaire d'informations, d'analyses et d'opinions

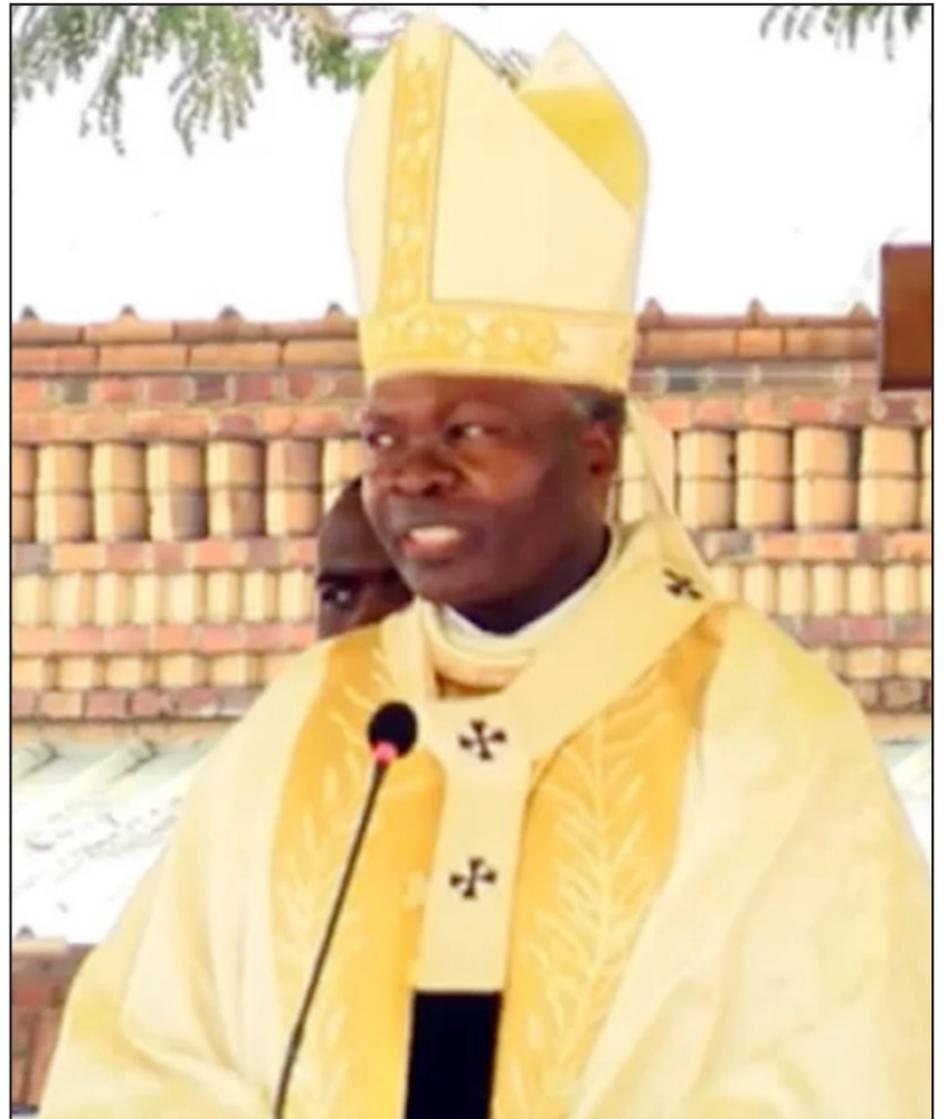
200 Frs

15^e année

MGR BIENVENU MANAMIKA S'EXPRIME SUR LES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE DES ÉVÊQUES SUR LES ACCORDS FONCIERS ENTRE LE CONGO ET LE RWANDA

Les observations des membres de la Conférence épiscopale du Congo-Brazzaville (CEC) sur les deux protocoles d'accord et un accord de concession dans le domaine agricole, que la République du Congo et le Rwanda ont été signés en avril 2022, sont la vérité et ne visent pas à tromper le peuple, a déclaré l'archevêque de l'archidiocèse catholique de Brazzaville.

☞ 3



Assemblées annuelles de la BAD

DES PROPOSITIONS DE SOLUTIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES PAYS AFRICAINS

La Banque africaine de développement (BAD) identifie et finance des projets qui contribuent à l'intégration régionale et à l'expansion des marchés. A l'occasion des Assemblées annuelles de la BAD, qui se sont tenues du 27 au 31 mai 2024, cette institution financière a porté à la connaissance des chefs d'Etat et de gouvernements africains, les principaux domaines pouvant bénéficier de son appui financier.

☞ 6

Sénat

VERS UNE RÉGLEMENTATION DES JEUX DE HASARD ET D'ARGENT

☞ 2

Eliminatoires CM 2026 de Football

LE MARATHON REPREND

☞ 16

L'UNIFORMISATION DE L'INDICE 300, UNE PREOCCUPATION MAJEURE DES RETRAITES DE LA CRF

☞ 7

Sécurité

LE CONGO ENTEND ŒUVRER À L'ÉRADICATION DU TERRORISME DANS LA SOUS-RÉGION AFRIQUE CENTRALE

Il a été organisé le 29 mai dernier à Brazzaville, un atelier d'évaluation des capacités de prévention et de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Cet atelier avait pour but d'arrêter les mécanismes nécessaires à l'éradication de ce phénomène en Afrique Centrale. La cérémonie était placée sous les auspices du ministre de l'intérieur, de la décentralisation et du développement local, Raymond Zéphirin Mboulou.



Le présidium de l'atelier, au centre le ministre Raymond Zéphirin Mboulou

La montée des groupes terroristes dans le monde menace dangereusement la paix en Afrique en général et en Afrique Centrale en particulier. C'est dans ce contexte que la centrale d'intelligence et de documentation (CID) qui n'entend ménager aucun effort pour éradiquer ce fait au Congo, a fait appel aux experts de l'Union africaine en vue de se doter des outils nécessaires de prévention et de lutte contre le terrorisme. Pour Philippe Obara, général de police de première classe, patron de la centrale d'intelligence et de documentation, point focal du centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme, a invité cet organisme spécialisé de l'Union africaine à étendre son expertise en matière de prévention et de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent à l'ensemble des pays africains. Les participants ont au cours

de cet atelier, bénéficié de l'expérience du centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (CAERT). Ils ont profité de cette occasion pour poser le diagnostic réaliste pour le cas du Congo et de s'armer des instruments théoriques universels, continentaux de lutte contre le terrorisme. Selon Idriss Mounir Lallali, directeur adjoint du centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (CAERT), cette mission vise essentiellement deux objectifs à savoir: établir le catalogue des besoins réels du pays en assistance technique par ordre prioritaire ; élaborer des recommandations à l'Etat Congolais sur les mesures visant à améliorer la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre du Plan d'Action 2002 ; les mesures visant à renforcer la structure du point-focal ; les mesures visant à améliorer la coordination et la coopération entre les

services et organes de lutte antiterroriste.

Par ailleurs, le ministre de l'intérieur et de la Décentralisation a invité les participants à intérioriser les enseignements reçus en ces termes : « je vous invite à suivre les communications qui vont être faites, en vue de parfaire notre approche de cette problématique. Les résultats qui s'en suivront permettront au Congo de se doter d'une stratégie nationale de prévention et de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent assortis d'un Plan d'Action », a-t-il souligné.

Vu l'urgence avec la montée en puissance des violences urbaines dans certains pays d'Afrique, ce genre d'échange devrait être organisé fréquemment afin de mettre la population hors de la menace du terrorisme, a conclu le ministre en charge de la décentralisation.

Dim-Martie Mizère



Une vue des participants

Sénat

VERS UNE RÉGLEMENTATION DES JEUX DE HASARD ET D'ARGENT

La troisième session ordinaire administrative du sénat a été ouverte le 2 juin 2024. Prélude à cette ouverture, le sénat a organisé le 26 mai dernier à Brazzaville une conférence des présidents. Au cours de cette conférence, les sénateurs ont arrêté 16 affaires qui seront inscrites à l'ordre du jour, parmi lesquelles les projets de loi ayant été reportés à la dernière session. Cependant, sept nouvelles affaires dont le projet de loi portant réglementation des jeux de hasard et d'argent, seront soumises à la haute attention des sénateurs. La cérémonie a été naturellement placée sous la haute autorité du président du sénat Pierre Ngolo qui avait à ses côtés, le premier ministre Anatole Collinet Makosso.

Au nombre de ses affaires, on note entre autres : le projet de loi portant réglementation des jeux de hasard et d'argent en République du Congo ; le projet de loi portant application du régime de partage de production des grumes ; le projet de loi portant protection des consommateurs ; la loi portant création de l'agence congolaise de radioprotection et de sûreté nucléaire. Autant des affaires qui seront soumises à la sagacité des sénateurs. Ils

projet de loi autorisant la ratification portant création de l'organisation internationale pour les aides à la navigation maritime.

Présentant l'ordre du jour de cette première session, la deuxième secrétaire du sénat Elisabeth Mapaha, a indiqué que le sénat va aussi traiter le projet de loi portant création du centre multiservice de valorisation des bio-ressources et le projet de loi portant charte des établissements publics à caractère administratif. Elle



La deuxième secrétaire du sénat devant la presse après la conférence des présidents

auront également à leur ordre du jour, des échanges avec les membres du gouvernement à travers les séances des questions orales avec débat et les questions d'actualité.

Outre ces affaires, le Sénat aura des échanges sur le

a par ailleurs souligné que la chambre haute du Parlement pourrait recevoir, au cours de cette session des nouvelles affaires.

D.M.M.

LE PATRIOTE

Siège: 106 bis,

Rue Ewo - Ouenzé

N° MAT. 053/MCRP/DGA/DPE

du 25 MARS 2010

MGR BIENVENU MANAMIKA S'EXPRIME SUR LES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE DES ÉVÊQUES SUR LES ACCORDS FONCIERS ENTRE LE CONGO ET LE RWANDA

Les observations des membres de la Conférence épiscopale du Congo-Brazzaville (CEC) sur les deux protocoles d'accord et un accord de concession dans le domaine agricole, que la République du Congo et le Rwanda ont été signés en avril 2022, sont la vérité et ne visent pas à tromper le peuple, a déclaré l'archevêque de l'archidiocèse catholique de Brazzaville.

En avril 2022, le Congo-Brazzaville aurait accordé au Rwanda 12.000 hectares de terres exploitables dans au moins trois districts du sud du pays, a rapporté Africa News.

Suite à la publication de leur déclaration après une séance de travail avec le gouvernement, sur la question brûlante des terres agricoles congolaises allouées au Rwanda, les membres de la CEC ont fait face à des critiques et des accusations de la part des Congolais sur les médias sociaux.

S'adressant aux journalistes le lundi 27 mai, Mgr Bienvenu Manamika Bafouakouahou a déclaré que les évêques «*aiment leur peuple et aiment la vérité*».

Mgr Manamika a déclaré que les évêques «*n'ont pas trompé le peuple*» et a ajouté : «*Nous disons ce que nous avons vu. Et si les autres en face ont trompé, c'est leur problème. S'ils ont menti aux évêques, c'est leur problème. Mais nous avons dit ce que nous avons vu.*»

«*S'il y a d'autres problèmes, c'est leur problème. Mais nous*

n'avons pas vu cela, nous avons dit ce que nous avons dit. Les évêques aiment leur peuple ; les évêques ne sont pas corrompus, jamais», a déclaré l'Ordinaire local de Brazzaville, qui est également président de la CEC.

Il a poursuivi : «*Je ne suis pas corrompu, jamais. Je n'ai pas reçu un centime, je parle avec mon cœur et je vais être dans la vérité. Jésus a dit : consacrez-les dans la vérité. C'est ce que les évêques essaient de faire*».

«*S'il y a tromperie quelque part, ce n'est pas au niveau des évêques. Quand les évêques disent qu'ils ont vu les textes et que les terres n'ont pas été vendues ; quand ils disent qu'ils ont vu les textes et que les terres n'ont pas été données, c'est la vérité des textes qu'ils ont vue*», a déclaré l'archevêque catholique congolais.

Mgr Manamika a souligné : «*Nous connaissons la souffrance du peuple, le peuple est inquiet, le peuple veut comprendre. Nous nous sommes aussi dit : gouvernement, le peuple veut savoir, ce qui se passe. On nous a montré les textes, on nous a montré les accords. Ils n'ont pas vendu les terres, ils n'ont pas fait ça, alors est-ce que je vous tromperais en disant qu'ils ont vendu les terres ? Je ne peux pas dire le contraire ; je dis simplement ce que j'ai vu*».

Il a appelé le peuple de Dieu à «*prier pour les évêques, prier pour l'Église, prier pour la nation, pour que quelqu'un ne vous trompe pas*».

Dans leur déclaration du 24 mai, publiée à la suite de leur session extraordinaire à Brazzaville, les membres de la CEC ont déclaré qu'ils avaient demandé une audience avec le Premier ministre congolais, Anatole Collinet Makosso, sur le contenu des accords fonciers contestés.

Les évêques catholiques ont été reçus en audience par le



Premier ministre, accompagné de sept membres du gouvernement, le 23 mai.

Au terme d'un entretien «*serein et fructueux*» qui a duré deux heures et demie, le Premier ministre a mis à la disposition des membres de la CEC «*des documents et autres matériels relatifs aux accords entre le Congo et le Rwanda*».

Les membres de la CEC ont également reçu en audience l'Ambassadeur du Rwanda en République du Congo.

Après avoir examiné les détails des accords, les responsables de l'Église catholique ont précisé qu'«*il n'y a pas eu de transfert, de vente ou de spoliation de terres congolaises au profit du Rwanda*».

«*Les protocoles signés concernent cinq autorisations d'occupation temporaire d'une durée de deux ans renouvelables et un décret d'autorisation d'occupation expresse d'une durée de 20 ans*», ont-ils ajouté.

Jude Atemanke

LA PARABOLE DE L'ÉLÉPHANT

C'EST DUR D'ÊTRE ÉLÉPHANT

Au réveil le matin, mon grand-père semblait de bonne humeur. Mais, son regard perdu dans le lointain laissait entrevoir une certaine anxiété, comme s'il s'attendait au pire. C'est alors que je l'ai rejoints dans sa pièce d'homme, pour lui faire part des commérages qui inondent la rue. J'ai voulu alors me décompresser en échangeant avec lui, afin de mieux comprendre le langage de la rue. Mon récit était à peine à son début que mon grand-père a affiché une mine grave. Le vieil homme avait cessé d'être lui-même, il n'était plus le même qu'au réveil. En peu de temps, il a perdu son semblant de bonne humeur et tout son allant.

Subitement, le vieil homme a commencé à parler d'une voix tremblotante, sans doute étreinte les bruits de surface que je venais de mettre à sa disposition, lui qui avait perdu tout contact avec les petits milieux remplis de médisance, de calomnie et de discrédit. Mot pour mot, je venais de lui rapporter tout ce qui se disait çà et là sur la vie de l'éléphant : «*grand-père, une fois encore l'éléphant est mis en cause par les êtres de la terre. On lui reproche tout à la fois, sa lenteur dans l'action et la promptitude de ses actes ; son extrême tolérance, mais aussi son intolérance ; parfois, son immobilisme et son activisme. Et puis, et puis...*»

Ne comprenant rien à tous paradoxes, je me suis demandé qu'est-ce que l'éléphant réellement. Qui est cet animal qui serait tout à la fois ?

Pour me répondre, mon grand-père a eu recours à ses vieux souvenirs, il a puisé son argumentaire dans nos traditions et m'a dit : «*Mon petit, j'ai tout compris. A ceux qui ne connaissent pas l'éléphant, du moins ses pratiques et ses mœurs, je voudrais dire que cet animal ne peut susciter qu'incompréhensions, controverses et paradoxes. Cela me rappelle la petite anecdote de chez nous qui est en réalité, le récit de l'histoire d'un homme qui chemine avec sa belle-mère : en marchant devant elle, il court le risque d'être accusé de polluer l'air, en émettant des gaz nauséabonds. S'il se place derrière elle, on lui fera le reproche d'admirer ses arrières. Juste à ses côtés, on l'accusera de vouloir l'attoucher etc. Que faire, quand on sait que dans chacune de ces positions, l'homme s'expose à toutes critiques? Et le vieil homme de poursuivre : «*mon petit, j'espère que tu as tout compris : l'éléphant a beau faire ce qu'on attend de lui, on ne lui accordera aucune grâce. Il a beau être le seul animal capable d'ouvrir les pistes dans la jungle au profit des espèces les plus vulnérables, il ne sera vécu que comme un destructeur de la flore. Il a beau être proche des nuages pour susciter la générosité du Ciel et apporter de l'eau là où le besoin se fait sentir, il ne sera vécu que comme l'auteur des inondations et autres cas de noyade...*»*

Comme quoi, être éléphant, est une dure épreuve !

Jules Débel

LE PATRIOTE

**Siège: 106 bis,
Rue Ewo - Ouenzé
N° MAT. 053/MCRP/DGA/DPE
DU 25 MARS 2010**

Directeur Général
Patrick YANDZA

Directeur de la Publication
Guy MOUKOZA

Equipe rédactionnelle

Laurent LEPOSSI,

Georges ENGOUMA,

Jules Débel,

Gulit NGOU,

Ernest OTSOUANGA

Dim-Marthe MIZÈRE

Relationniste

Anderson de MBALOE,

Mise en pages

YENGO MALANDA

Impression

Offset

Journal Le PATRIOTE

PCT-OYO : LA FIN DE L'ERRANCE

Sans domicile fixe depuis les temps immémoriaux, le comité du Parti congolais du travail (PCT) d'Oyo dispose depuis le 25 mai 2024, d'un siège digne des grandes, expérimentées et historiques formations politiques. La remise des clés du joyau situé au quartier Okongo sur les terres Biala en allant vers Tchikapika, par le donateur, le membre du comité central Maixent Raoul Ominga au bénéficiaire ouvre une nouvelle ère pour le comité PCT-Oyo, s'accordent à dire les responsables à différents niveaux.



Remise des clés au président du Comité PCT - Oyo Denis Christel Sassou N'Guesso

Avec l'inauguration de ce siège moderne, le comité PCT d'Oyo n'aura plus d'excuses pour l'accomplissement de ses missions, la conservation de ses archives, la tenue de ses réunions, bref, l'atteinte des objectifs des missions qui lui sont assignés par la direction politique nationale.

Il s'agit, selon les animateurs du comité et autres responsables de la plus vieille et la plus expérimentée des formations politiques au Congo, d'un symbole à la dimension de son envergure, de son poids, de son histoire et de ses ambitions. Mis en service par le secrétaire général Pierre Moussa, ce

siège augure un chapitre promoteur aussi bien pour ce parti, la majorité présidentielle que pour l'animation décentralisée de la vie publique nationale. En effet, situé au quartier Okongo sur les terres Biala, cet édifice plain-pied, est reconnaissable par sa blancheur dominante ornée du rouge couleur de



Vue partielle du siège, le jour de l'inauguration

l'emblème du PCT et par son architecture mêlant conservatisme, modernité, futurisme et sobriété.

Il est bâti sur un terrain de forme trapézoïdale de 1 480 mètres carrés. Il offre une guérite, une bêche à eau, des aménagements extérieurs, une aire de stationnement externe, un parking interne, une cour aménagée, deux mâts et un mur de clôture. Le bâtiment comprend le bureau du président du comité, un secrétariat, sept bureaux et une salle de réunion.

C'est un don qui « comble un vide et offre un nouvel espace de retrouvailles, digne de grands partis et des grandes agglomérations », selon Aurélien Ondzongo, président du comité, engagé à veiller sur l'entretien et la protection de l'édifice. Le PCT-Oyo « ne disposait pas de permanence propre », avec le risque de perdre les archives ou de les retrouver entre les mains inexpertes, parce qu'elles étaient conservées chez des membres, a rappelé

Jean Marie Bopoumbou, président fédéral du PCT-Cuvette. Justin Yoka, député d'Oyo, a quant à lui, congratulé « le porteur de l'ouvrage Maixent Raoul Ominga » d'avoir amélioré et optimisé la visibilité et la mobilisation du parti.

Ce faisant, il a mis ses membres en ordre de bataille pour les échéances à venir. Cette réalisation ne devra pas être la dernière, s'est ému le bienfaiteur qui se réjouit de l'accomplissement d'une instruction du comité central du PCT, le président Denis Sassou N'Guesso. Pour lui, autant la direction nationale dispose d'un siège confortable et luxueux garantissant des bons résultats, autant il doit en être ainsi dans l'hinterland. « Le PCT dispose d'un grand siège à Brazzaville. Aujourd'hui c'est Oyo. Demain les cadres pourront se regrouper pour faire ailleurs pourquoi pas », espère-t-il.

Marlène Samba

Vie des partis

LE MOUVEMENT SOLIDAIRE POUR LA RÉPUBLIQUE ANNONCE QUE 2026 SE PRÉPARE MAINTENANT

Le président du Mouvement Solidaire pour la République (MSR), Armand Mpourou a animé le 31 mai dernier à Brazzaville une conférence de presse. Cette conférence avait pour but d'informer l'opinion publique de la lutte qu'entend mener ce parti en vue de créer les conditions d'un développement véritable et de son élection à la présidentielle de 2026.

Le Mouvement Solidaire pour la République se veut le centre de gravité d'une plateforme d'actions citoyennes et républicaines avec tous ceux qui considèrent que pour le Congo de demain, il nous faut nous mettre impérativement en route. Les préparatifs commencent dès maintenant. « Nous vivons aujourd'hui, une situation complexe, mais pas insurmontable. Potentiellement riche, le Congo demeure paradoxalement un concentré de pauvreté économique et de misère sociale marqué par le chômage de masse, la vie chère, la précarité et les injustices de toutes sortes. Autant de facteurs

qui sont à l'origine du malaise général actuel et qui constituent une véritable exigence du changement. Mais, le monde auquel nous appartenons bouge, et ne laisse aucune entité en marge des bouleversements qui affectent la perception de notre existence tant sur le plan individuel que collectif », a laissé entendre Armand Mpourou, président du Mouvement solidaire pour la République (MSR).

Pour lui, il est impérieux de construire un mouvement solidaire pour la République, malgré les pesanteurs de la morosité anesthésiante. Ce mouvement est la clef de voûte qui va marquer le curseur de la révolution

courageuse des mentalités. Un mouvement transversal et foncièrement moderne de par ses idées, sa structure, son intelligence stratégique et bien sûr, sa capacité à bannir le tribalisme, la haine et la méfiance.

C'est le défi qu'il propose de lever avec ce mouvement solidaire pour la République. Ainsi, le MSR parti politique d'essence citoyenne est celui dont notre pays a tant besoin aujourd'hui et maintenant. Il se fonde sur une idée simple et cardinale, mais généreuse pour affirmer la liberté et l'éveil de la solidarité collective congolaise. Pour lui, pas de paix durable sans justice sociale et sans accès aux soins de qualité. Il poursuit sa déclaration en affirmant que nous devons inventer un modèle de société fondé sur l'épanouissement et l'émancipation de la personne humaine.

Le mouvement solidaire pour la République est un mouvement



qui puise ses racines dans les traditions politiques plus nobles qui font de l'action publique le lieu par excellence du service, de l'altruisme, de la dévotion, du don de soi, de l'intégrité, de la probité morale, de la justice,

du dialogue comme moyen de régulation des différences, de la confrontation des idées. « Car il n'y a plus de vie intellectuelle au Congo sans débat », a-t-il indiqué.

Il a par ailleurs annoncé que le MSR est décidé d'avancer aux côtés du peuple congolais qui lutte chaque jour pour sa survie de manière à proposer une offre politique alternative propre à créer les conditions d'un développement véritable, avec la démonstration nécessaire des mécanismes à mettre en place pour y parvenir. Il entend à cet effet, élever la solidarité collective de notre responsabilité, devant le péril qui nous guette si aucune action n'est engagée pour recoudre le tissu national sérieusement ébranlé et qui attend un engagement fort et massif en faveur de la réconciliation.

Soulignons que le mouvement solidaire pour la République est résolument engagé pour construire le rêve d'un monde qui devra dorénavant prendre en compte notre place dans le concert des nations civilisées et démocratiques.

Dim-Martie Mizère

LA MÉCANISATION DE L'AGRICULTURE, UNE NOUVELLE EXPÉRIENCE À MINDOULI

Le gouvernement expérimente un nouveau mode de mécanisation de l'agriculture, en mettant en place un nouveau Centre d'exploitation des machines agricoles de Mindouli (CEMA) dans le Pool. Ce Centre met à la disposition des agriculteurs des engins en location à des coûts très abordables, question de réduire la pénibilité du labeur et de booster leur rendement.

Le Centre d'exploitation des machines agricoles de Mindouli dispose d'une dizaine de machines agricoles devant permettre aux producteurs agricoles de sortir de l'agriculture de subsistance. Désormais pour leurs travaux champêtres, ils vont louer des tracteurs et autres machines agricoles à des prix démocratiques, en vue d'augmenter leur productivité et satisfaire les besoins de la population en matière de nourriture. On sait que les agriculteurs évoluant au Congo en général et dans le le Pool en particulier, travaillent encore à la main. Cette expérience devient un bien triste souvenir lointain avec la mise en place du CEMA. Cette expérience vise à améliorer des conditions d'exercice de l'agriculture au sens large afin de maximiser la production agricole, selon le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche Paul Valentin Ngobo. Sa mise en service, permettra de rapprocher les machines agricoles des producteurs, a-t-il déclaré. Poursuivant sa déclaration, Paul Valentin Ngobo affirme que « l'inauguration de l'anten-

ne de Mindouli est la concrétisation de la promesse du chef de l'État visant à rapprocher les tracteurs des producteurs. Le CEMA a réduit les coûts de location des machines et équipements sur l'ensemble du pays d'en moyenne 40%. Cela nous permet de nous assurer que le tracteur ne soit plus un frein au développement agricole. Cette stratégie vise à augmenter la productivité et la production, à réduire la pénibilité du travail, à gagner du temps mais aussi à améliorer la qualité de nos cultures. Le Pool est un grand bassin de production agricole mais sa capacité est actuellement limitée par le travail manuel. Je suis sûr que le Pool peut faire plus si on mécanisait un peu plus cette agriculture ». Loin d'être un simple dépôt de machines, le CEMA est un pilier important de la politique agricole, destiné à transformer les méthodes de production dans le Pool. Il est équipé de tracteurs et de divers équipements agricoles modernes spécifiquement conçus pour améliorer l'efficacité et la productivité des exploitations agricoles locales. Ainsi, les



Le ministre Paul Valentin Ngobo coupant le ruban symbolique

opérateurs agricoles et la population dans leur ensemble sont invités à veiller au bon usage et à la protection de ces équipements. Et, leur vigilance est cruciale étant donné qu'il est de leur responsabilité de dénoncer tout mauvais comportement et de veiller à ce que ces ressources soient utilisées à bon escient. C'est pourquoi, le ministre Paul Valentin Ngobo a rappelé les règles de location des machines, en insistant sur le respect des règles qui en est le facteur essentiel pour la pérennisation du centre. Il a en outre précisé que la corruption et le détournement des ressources vont à l'encontre des intérêts des producteurs. En effet, en veillant à

l'intégrité et à l'efficacité de ce centre, ils assureront la longévité du centre et la compétitivité agricole du Pool sur le plan national. A la tête du groupement agricole dénommé Amour en action, Jean Roger Koubouloumouka

fait part de sa joie en ces termes : « nous travaillions à la main et aujourd'hui, nous venons de bénéficier des tracteurs. Ce qui nous permettra désormais d'exploiter de très vastes étendues. Nous allons passer de demi à trois voire quatre hectares. Par rapport à ce que nous cultivons, ces machines nous permettront de faire de bons chiffres d'affaires. Brazzaville et Pointe-Noire peuvent compter sur nous, parce que dans le district de Mindouli, nous avons beaucoup de groupements. Notre objectif est de beaucoup travailler pour ravitailler les deux grandes villes du pays. Le seul souci c'est le transport de la marchandise », exulte-t-il. Le CEMA qui est le deuxième centre du genre dans le Pool après Odziba, servira outre Mindouli, d'autres districts de la partie méridionale de ce département. Il est à noter que le gouvernement envisage d'en installer d'autres à Hinda, dans le Kouilou, en sus de ceux d'Etsouali, dans les Plateaux, d'Otsendé dans la Cuvette, de Bouansa dans la Bouenza.

Marlène Samba

Kellé (département de la Cuvette-Ouest)

LA MISSION D'APAISEMENT DE L'HONORABLE THIERRY HOBIÉ

Suite à une situation inhumaine intolérable qui a mis Kellé en émoi, l'honorable Député et les élus locaux de Kellé ont effectué en urgence une descente à Kellé du 17 au 19 mai 2024. L'objectif étant la décrispation de l'atmosphère par l'apaisement des ardeurs.

Qu'il me soit permis de dire mon point de vue : « Les branchettes cassées du haut des arbres par les singes finissent leur course à terres sur les dos des éléphants. » forts de cette sagesse Mbéré l'honorable Député Thierry Hobié et les élus locaux de Kellé, viennent d'effectuer une mission dans leur district, suite à un forfait macabre intolérable et inhumain orchestré par l'un des fils de Kellé. Cette descente était impérieusement attendue, au regard



Le député Thierry Hobié

du climat de désarroi et d'effroi dans lequel la population de Kellé était plongée. Les familles du criminel et celle de sa victime se regardant plus que jamais en chien de faillance. Le mérite de cette descente est à mettre au compte des élus locaux et l'honorable Député, qui ont réussi à calmer des ardeurs produisant par la sagesse développée. Il est au profil de tous, et donc de Kellé, que la famille ait compris que cette situation malheureuse ne doit pas profiter aux troubleurs qui ne font qu'enfoncer le couteau dans la plaie.

La justice finira par triompher.

Hilarion Agipite OKELE

NÉCROLOGIES

La famille Gaïna a le regret d'informer parents, amis et connaissances du décès de leur frère et fils le colonel de police Ballaya Myke survenu vendredi 31 mai 2024 à Bruxelles. □



Le colonel de police Nicolas Assoura et familles ont la douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur soeur **Sylviane Assoura** survenu à Brazzaville, le mercredi 8 mai 2024. Le deuil est organisé au 18 de la rue Miétouatesso au quartier Itsali, réf. - Avenue église maman Olangui. Les obsèques sont prévues le samedi 8 juin 2024 au cimetière Bouka Kintélé. □

Assemblées annuelles de la BAD

DES PROPOSITIONS DE SOLUTIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES PAYS AFRICAINS

La Banque africaine de développement (BAD) identifie et finance des projets qui contribuent à l'intégration régionale et à l'expansion des marchés. A l'occasion des Assemblées annuelles de la BAD, qui se sont tenues du 27 au 31 mai 2024, cette institution financière a porté à la connaissance des chefs d'Etat et de gouvernements africains, les principaux domaines pouvant bénéficier de son appui financier. Le président de la République du Congo Denis Sassou N'Guesso qui a pris part à Nairobi au Kenya au dialogue présidentiel ayant suivi la cérémonie d'ouverture des travaux de la BAD a mis en relief les goulots d'étranglement du développement de l'Afrique.



Photo de famille peu après l'ouverture des travaux

Ce dialogue a permis au président de la République de donner son point de vue sur les facteurs qui plombent les économies africaines. Au nombre de ces facteurs figurent en bonne place le poids de la dette et le manque des infrastructures en Afrique. A en croire ses propos: « le poids des dettes plombe totalement les économies africaines. Les taux d'intérêts exorbitants freinent le développement. Nous convenons tous ensemble, que l'Afrique, si elle n'a pas d'infrastructures de base à l'instar des routes, les chemins de fer, les voies navigables ; comment pourrait-elle faire fonctionner la ZLECAF. Le président Ruto parle du commerce à l'intérieur de l'Afrique. Ce commerce ne peut se faire sans des infrastructures routières, aéroportuaires et portuaires ».

L'Afrique confrontée à de nombreux défis, est pourtant riche en ressources naturelles qui malheureusement ne sont pas prises en compte dans l'évaluation du PIB des économies africaines, a poursuivi le président Denis Sassou N'Guesso. « Vous posez le problème de nos ressources naturelles, des frères ici, en ont parlé. Oui, l'Afrique regorge de ressources naturelles. Mais elles ne sont pas prises en compte, dans l'évaluation du

PIB des économies africaines. Je prends un exemple concret : le bassin du Congo constitue une réserve forestière immense. Les tourbières du bassin du Congo, la contrevalet qui résulterait de ces réserves forestières, si elles étaient prises en compte dans l'évaluation des richesses des Etats africains, le PIB de ces Etats, serait passé à un niveau qui permettrait aux Etats d'avoir plus de moyens, pour engager des efforts de développement. Les infrastructures dont nous parlons, coûtent très chères. La BAD a fait le maximum. Les chiffres ont été présentés ici », a martelé le président Denis Sassou N'Guesso.

L'Afrique ne profite pas assez de ses ressources naturelles

De son côté, un professeur de l'Université du CAP, en Afrique du Sud, pense que les Etats africains devraient d'abord actualiser leur comptabilité nationale. « Actuellement, 17 pays africains sur les 54 qui composent le continent, ont la comptabilité nationale à jour. Quand on fait les exercices d'actualisation, on découvre tout d'un coup que nous avons 20 ou 30% de plus de PIB. Cela permet effectivement d'aller sur les marchés internationaux, avec un autre profil

», a-t-il déclaré. La valorisation des ressources naturelles africaines pourrait passer par un marché carbone, reconnu internationalement du spécialiste du développement. Un standard auquel la BAD pourrait apporter sa contribution. En matière des ressources naturelles, il faut retenir que l'or qui est exploité dans une bonne partie des pays du continent, l'ONG Swissaid assure que plus d'une tonne d'or quitte le continent chaque jour de manière illégale. C'est par Dubaï, bien connu pour son marché de l'or, que transitent 93% des exportations africaines. Ce trafic clandestin crée un manque à gagner d'au moins 20 milliards de dollars.

Notons que les festivités marquant les soixante ans d'existence de la BAD ont constitué un autre moment important de l'ouverture des Assemblées annuelles. Un film présentant les réalisations concrètes de la BAD ces dernières décennies a été projeté. En rappel, la Banque africaine de développement intervient dans les secteurs de l'industrie et des services, de l'agroalimentaire, de l'énergie, des finances, des transports, de la santé, de l'éducation, de l'eau et de l'assainissement pour aider les promoteurs privés et publics éligibles dans ces domaines.

Les Assemblées annuelles sont des sessions auxquelles prennent part uniquement les Etats membres. Elles ont au menu des réunions bilatérales à huis clos ainsi que des événements ouverts à tous les participants y compris les représentants des médias. Elles constituent un forum où les gouverneurs de la Banque peuvent partager leurs expériences en matière de gestion du fardeau croissant de la dette publique qui a augmenté à la suite des chocs économiques mondiaux de ces dernières années.

Le manque de financement climatique pour les priorités africaines et le coût élevé du capital pour investir dans des infrastructures durables pour une croissance verte et une transition énergétique juste a également figuré parmi les priorités des Assemblées annuelles de la BAD.

La philosophie des Assemblées Annuelles

Les Assemblées constituent une plateforme de réflexion sur l'engagement du Groupe de la Banque quant à l'accomplissement de sa mission de développement du continent africain et d'amélioration du cadre de vie de ses populations. Les Assemblées annuelles du Groupe de la Banque

africaine de développement comprennent des réunions statutaires de ses gouverneurs (ministres des finances ou gouverneurs des banques centrales représentant les 81 pays membres) et des événements de partage des connaissances. Parmi les participants on a noté des représentants d'agences de développement bilatérales et multilatérales, d'éminents universitaires et d'organisations non gouvernementales, de la société civile et du secteur privé.

Les Assemblées représentent l'événement annuel le plus important du Groupe de la Banque, qui attire environ 3 000 participants. Elles permettent à l'institution de faire le point avec ses actionnaires sur les progrès accomplis au cours de l'année écoulée.

Pour mémoire, les travaux y afférents se sont déroulés du 27 au 31 mai 2024 au centre de la conférence internationale Kenyatta de Nairobi, au Kenya. Les assemblées annuelles 2024 ont été placées sous le thème : « la transformation de l'Afrique, le Groupe africain de développement et la réforme de l'architecture financière mondiale ».

Patrick Yandza

LES SERVICES DU FMI CONCLUENT LES CONSULTATIONS DE 2024 SUR UNE NOTE RASSURANTE

Les communiqués de presse de fin de mission contiennent des déclarations des équipes des services du FMI qui rendent compte de leurs conclusions préliminaires après leur visite dans un pays. Les avis exprimés dans la présente déclaration sont ceux des services du FMI et ne correspondent pas nécessairement à ceux du conseil d'administration du FMI. Sur la base des conclusions préliminaires de cette mission, les services du FMI prépareront un rapport qui, sous réserve de l'approbation de la direction, sera présenté au conseil d'administration du FMI pour discussion et décision. Ci-dessous l'intégralité du communiqué de presse du département de la communication du FMI.

- Les services du FMI sont parvenus à un accord au niveau des services sur la cinquième revue de la Facilité Elargie de Crédit pour la République du Congo et ont achevé les consultations de 2024 au titre de l'article IV.
- Les performances dans le cadre du programme ont été globalement satisfaisantes, la plupart des objectifs quantitatifs ayant été atteints. Malgré les progrès accomplis, la mise en œuvre des réformes structurelles connaît des retards persistants.
- Les consultations de 2024 au titre de l'article IV ont été axées sur les priorités de politiques économiques visant à préserver la viabilité budgétaire, à réaliser une croissance forte, soutenue et inclusive, et à renforcer la résilience aux changements climatiques.

Washington DC : Une équipe du Fonds Monétaire International (FMI), dirigée par Roland Kpodar, a tenu des réunions virtuelles du 2 au 16 mai 2024 pour mener les consultations de 2024 au titre de l'article IV et les discussions sur la cinquième revue du programme triennal du Congo au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) approuvée par le Conseil d'administration du FMI le 21 janvier 2022.

À l'issue de la mission, M. Kpodar a fait la déclaration suivante :

« J'ai le plaisir d'annoncer que les autorités congolaises et l'équipe du FMI sont parvenues à un accord au niveau

des services sur la cinquième revue du programme de la République du Congo au titre de la Facilité Elargie de Crédit. Cet accord est subordonné à la poursuite de la mise en œuvre des mesures convenues, ainsi qu'à l'approbation de la direction et du Conseil d'administration du FMI. À l'issue de la revue du Conseil d'administration, la République du Congo aurait accès à 32,4 millions de DTS (environ 43 millions de dollars américains).

« La reprise économique du Congo a ralenti en 2023 pour atteindre 2%, reflétant principalement une baisse inattendue de la production pétrolière, de fortes inondations, des pannes d'électricité et un affaiblissement de l'investissement public. La croissance devrait se renforcer pour atteindre 2,8% en 2024 et maintenir cette dynamique à moyen terme, principalement portée par le secteur hors pétrole, alors que la production d'hydrocarbures stagne. L'inflation, qui a atteint une moyenne de 4,3% en 2023 en raison des coûts d'importation élevés et de la hausse des prix des carburants, devrait progressivement diminuer pour atteindre l'objectif régional de 3% à moyen terme.

« Les performances dans le cadre du programme soutenu par le FMI ont été globalement satisfaisantes, la plupart des objectifs quantitatifs et indicatifs ayant été atteints. La situation budgétaire s'est améliorée en 2023, reflétant la sous-exécution des dépenses publiques et les économies réalisées grâce à la réforme des subventions aux carburants. Néanmoins, des défis subsistent sur le front

de la gestion de la dette, de l'exécution des dépenses sociales et de la mise en œuvre du programme de réformes structurelles. Malgré des progrès significatifs, des retards persistent dans la réorganisation de la Caisse Congolaise d'Amortissement, la promulgation de lois sur la TVA liée aux hydrocarbures et l'opérationnalisation de la législation sur les conflits d'intérêts. L'équipe du FMI s'est félicitée de l'engagement renouvelé des autorités à intensifier les efforts pour préserver la viabilité des finances publiques et de la dette, augmenter les dépenses sociales, renforcer la gouvernance et la gestion de la dette, tout en jetant les bases d'une croissance plus forte et plus inclusive.

« La consultation au titre de l'article IV s'est concentrée sur comment sauvegarder la viabilité budgétaire et libérer le potentiel d'une croissance forte, résiliente et inclusive, qui repose sur un progrès continu en matière de réformes structurelles. Les priorités de politiques économiques incluent l'amélioration de la gestion des finances publiques, l'augmentation des recettes intérieures, la rationalisation des subventions énergétiques, le renforcement de la gouvernance et de la transparence, l'amélioration de l'environnement des affaires, la promotion de l'inclusion financière, l'accélération de la diversification économique, la priorisation des dépenses sociales et la réponse aux besoins du Congo en matière d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques.

« L'équipe du FMI tient à remercier les autorités pour leur collaboration productive et le dialogue franc dans les discussions. »

Département de la communication du FMI

L'UNIFORMISATION DE L'INDICE 300, UNE PREOCCUPATION MAJEURE DES RETRAITES DE LA CRF

Les arriérés et arriérages mais aussi et surtout la disparité des valeurs du point d'indice continuent de mobiliser les retraités de la CRF. La disparité introduit des injustices et une sorte de discrimination dans le traitement des bénéficiaires des prestations de la CRF. Aussi constitue-t-elle l'un des points qui focalisent le plus l'attention des retraités qui entendent voir cette question être résolue par l'Etat.

Les nombreux échecs rencontrés par les syndicats et les Ongs œuvrant pour la défense des intérêts des retraités de la CRF semblent ne pas les dissuader de lâcher prise autour de la question relative à l'uniformisation de la valeur du point d'indice. 7 ans après des négociations improductives, soit avec le gouvernement à travers l'instrument du dialogue social, soit avec les institutions parlementaires, ces organisations sont toujours debout sur le devant de la scène avec ce brûlant dossier en main. Le 24 mai dernier ces organisations sont revenues à la charge après avoir obtenu une séance de travail avec le président du sénat, Pierre Ngolo.

A l'instar des premières, cette séance de travail a débouché sur la constitution des commissions comprenant les représentants des retraités et les membres du Sénat. Elles devraient en principe être en train de plancher sur

le sujet du jour. Des conclusions qui en seront issues serviront de base aux discussions qui pourraient se dérouler avec le gouvernement. Ces représentants des retraités ont dû apprécier la bonne écoute du président du sénat qui a daigné leur ouvrir les portes de son bureau et entamer avec eux un dialogue qui sera, on l'espère, fructueux. L'atmosphère ayant entouré cette rencontre a allumé un brin d'espoir au sein de la délégation des syndicats et ongs qui défendent les intérêts des retraités. Ces derniers ont trouvé auprès des sénateurs une attitude de nature à les considérer comme un appui dans le combat qu'ils mènent. Ainsi, ils iront à la rencontre avec le gouvernement, si jamais elle a lieu, avec quelque espoir.

Les représentants des retraités légitiment cet espoir en se fondant sur un certain nombre de facteurs ; Il y a déjà cette

bienveillance des sénateurs qui peut déjà booster leur moral, le fait que le gouvernement ne peut indéfiniment tolérer cette injustice qui se caractérise par la disparité des points d'indice entre les retraités ayant fait valoir leur droit à l'âge de 55 ans et ceux qui l'ont fait à 60 ans. Les premiers sont restés aux points d'indice oscillant entre 160, 225, et 250 alors que les seconds jouissent du point d'indice qui s'élève à 300 depuis son entrée en vigueur le 24 janvier 2015. Il n'est pas inutile de signaler que l'agent le plus haut classé de la catégorie 1 en fonction, est à l'indice 2410 avec un salaire brut de 602.500 Frs CFA. Ceci sur la base du point d'indice 300. Mais celui qui est parti à la retraite à 55ans et le plus gradé de la catégorie A1, l'actuelle catégorie 1, végète autour de 210.000 frs Cfa. Ces réformes ont déterminé le salaire minimum de la fonction publique à 120.000 frs Cfa. Ce qui est proche de la pension

que perçoit un retraité de la catégorie 1, échelle 1 ayant fait valoir ses droits à 55 ans. Dans le même ordre d'idée, ce même retraité avec ces mêmes références, perçoit une pension en dessous de celle d'un autre retraité mais qui se trouve dans la catégorie 2. L'Etat ne saurait laisser perdurer encore ces disparités flagrantes qui sont susceptibles de projeter de lui une mauvaise image tant sur le plan national qu'étranger. L'impression qui se dégage de cette réalité est que l'administration tourne à deux vitesses avec des points d'indice qui devraient être désuets et donc normalement hors d'usage et un autre récent qui est en vigueur. Mais surtout que dans notre pays tous ne sont pas égaux devant la loi. Celle-ci devrait être la même pour tous. On peut aussi interpréter ainsi le combat que mènent les syndicats et Ongs qui défendent les intérêts des retraités. Résoudre cette question de disparité dans le traitement de ces derniers permet autant de se débarrasser d'une critique qui n'a pas lieu d'être.

L'espoir des défenseurs de retraités dont le point d'indice

est en dessous de 300, réside autant dans l'empathie du gouvernement qui ne supportera pas toujours que la situation sociale de ses anciens agents soit proche de la pauvreté pure. Un euphémisme pour ne pas évoquer la mendicité. Ces syndicats croisent les doigts pour que cette empathie se traduise par une réaction gouvernementale visant à ne plus voir ceux qui ont servi avec loyauté l'Etat des décennies durant, décrocher sous les coups de boutoir de l'inflation. Il est une lapalissade d'affirmer que le niveau de leur pension est très bas pour leur permettre de faire tant soit peu face aux conséquences du coût de la vie. Au demeurant, l'une des principales motivations qui poussent à la valorisation du point d'indice n'est-elle pas d'armer pécutiairement les agents d'Etat en vue de les aider à affronter le coût de la vie qui est régulièrement en hausse ?

L'Etat devrait mettre en œuvre cette mesure salvatrice en faveur de tous les retraités de la CRF. On espère que cette fois-ci l'entreprise des syndicats et des Ongs portera des fruits.

Laurent Lepossi

Bouenza

LA DISTILLERIE DE NKAYI ENTRERA EN PRODUCTION L'ANNÉE PROCHAINE

Telle est l'échéance qui a été fixée par les responsables de cette unité industrielle de fabrication d'éthanol à Nkayi, département de la Bouenza. Cette bonne nouvelle a été donnée au premier ministre Anatole Collinet Makosso, le 24 mai 2024 au cours de son séjour de travail dans cette localité par le directeur général adjoint de la SARIS SOMDIAA, Damase Ondongo. Le chef du gouvernement a eu le privilège de prendre connaissance du niveau d'évolution de ce projet de la Société agricole de raffinage industriel du sucre (SARIS). Une fois opérationnelle, elle ravitaillera le Congo et les pays limitrophes en éthanol, créera des emplois pour les jeunes et boostera la croissance économique du pays.



Photo de famille, le chef du gouvernement au milieu des travailleurs

L'histoire de la distillerie de Nkayi a été contée par Damase Ondongo, directeur général adjoint de SARIS SOMDIAA en ces termes : « notre distillerie est née en 2022, lorsque le conseil d'administration de la SARIS, composé de la République du Congo et du groupe SOMDIAA a décidé de lancer cet investissement de plus de 15 Milliards de FCFA. Le chantier qui a commencé avec les travaux de génie civil en début d'année 2023, sera achevé d'ici octobre de cette année, pour un commissioning en octobre 2024. Ceci nous

permettra d'inaugurer notre nouvelle unité de production en mai 2025, avec une production effective qui démarrera au cours de la même année». Evoquant les retombées de cette unité, une fois mise en service, il a notifié qu'elle contribuera au développement de l'économie du Congo, à la création des emplois dans le département de la Bouenza, participera à la diversification de l'économie et à la réduction de la dépendance du Congo et des pays voisins des importations de l'alcool industriel. En effet, la distillerie de Nkayi

«produira de l'alcool à 96° dit éthanol, importé à 100% par les industriels concernés... La distillerie a une capacité de production de 50 mètres cubes, soit plus de 6.000.000 de litres par campagne de production, contre un besoin estimé au Congo de 5.500.000 litres. Ce qui devrait réduire à 100% d'ici quelques années, les importations... Cette Distillerie permettra également de valoriser plus de 25.000 tonnes de mélasse, un sous-produit de la sucrerie SARIS » jusqu'alors non utilisé, selon Damase Ondongo. Autant, la SARIS entrevoit

de lancer un nouveau plan d'investissement de plus de 34 milliards de FCFA, afin de porter sa capacité de production à plus de 80.000 tonnes de sucre à l'horizon 2028, soit une augmentation de 20%. Ce plan d'investissement permettra par ailleurs de répondre à la croissance de la demande du marché mais aussi d'être en position d'exportateur d'éthanol envers les pays limitrophes qui sont dans une situation déficitaire en sucre.

La mise en œuvre de mastodonte mobilise des fleurons des constructions industrielles à l'instar de Congo Contracting

pour la partie du génie civil, Ponticelli Congo pour le montage mécanique, PRAJ Industries pour les approvisionnements et le design.

Le directeur administratif et financier du groupe SARIS SOMDIAA, Antonin annonce par ailleurs que cette distillerie, « contribue à booster l'économie congolaise, à lutter contre le chômage et à participer à la souveraineté du Congo via notre production locale de sucre, d'alcool, mais aussi de maïs car la SARIS est actuellement en train de se diversifier en proposant une production locale de maïs ».

Ce projet porteur est encouragé par le premier ministre qui annonce le soutien de son équipe à quiconque ose et s'engage au travers d'investissements lourds dans l'accomplissement du programme national pour le développement. « Nous sommes satisfaits et nous ne pouvons qu'encourager. C'est la création de l'emploi et le développement de l'économie », a concédé Anatole Collinet Makosso.

Marlène Samba



Vue partielle de l'usine

Tourisme

LE PARC NATIONAL ODZALA-KOKOUA DÉSORMAIS ACCESSIBLE AUX ETATS -UNIS

Les ministres en charge de l'économie forestière, Rosalie Matondo et de l'industrie culturelle et touristique, Marie France Lydie Pongault ont organisé le 27 mai 2024 à Brazzaville une conférence de presse, après un séjour de travail aux Etats-Unis, plus précisément en Californie, au Texas, à New-York et à Washington, dans le cadre de la campagne de promotion du parc d'Odzala-Kokoua.

A cette occasion, la ministre de l'économie forestière a indiqué que « Le fait que l'Unesco ait reconnu ce parc comme patrimoine mondial de l'humanité était déjà un atout qui nous a permis d'aller dans ces Etats américains pour faire la promotion de cette destination touristique située à cheval sur les départements de la Cuvette-Ouest et de la Sangha avec une superficie de plus de 1 million 400.000 hectares ».

Il s'agit pour le gouvernement, a-t-elle ajouté, de rechercher à travers le monde, des partenaires susceptibles d'accompagner le Congo dans la gestion durable, de la biodiversité, et de la préservation de l'environnement.

Hormis cette promotion des parcs nationaux au niveau international, qui a attiré ces étrangers américains à travers la projection des documentaires, la ministre en charge du tourisme, Lydie Pongault a



Marie France Lydie Pongault et Rosalie Matondo

exhorté les Congolais à faire autant afin que chacun soit l'ambassadeur de son pays, dans le cadre de la vulgarisation de ces patrimoines.

Au cours de leur séjour, les deux ministres ont participé à la 17e session de la présentation de la décennie africaine mondiale de l'afforestation et de

reboisement à New-York City. Odzala-Kokoua, ainsi que les 19 autres parcs nationaux seront mieux connus lors de la conférence internationale sur l'afforestation et le reboisement qui se tiendra du 2 au 5 juillet 2024 à Brazzaville. Cette conférence aura pour but de sensibiliser, élargir la coopération et affirmer le leadership de la République du Congo en matière de protection de l'environnement et de son patrimoine culturel.

Le massif forestier du parc Odzala-Kokoua est une destination qui offre aux touristes plusieurs atouts, avec plus de 600.000 espèces de faune et de flore.

Dim-Martie Mizère

Santé

VERS L'INSTITUTION D'UNE JOURNÉE DES SOINS DE SANTÉ PRIMAIRE

Il s'agit d'une proposition du Congo qui a été défendue à la 77^{ème} assemblée mondiale de la santé (AMS) en Suisse, par le ministre de la santé et de la population Gilbert Mokoki. Mettant à profit cette rencontre, le ministre de la santé et de la population qui a conduit la délégation congolaise, a pris des contacts inhérents à l'amélioration de la situation sanitaire au Congo.

La 77^{ème} assemblée mondiale de la santé qui s'est tenue du 27 mai au 1er juin 2024 à Genève en Suisse, a été placée sous le thème : « un monde mobilisé autour de la santé pour tout le monde ». Ce thème renvoie à une vision de solidarité mondiale, d'équité, d'accès universel aux soins de santé et de renforcement des systèmes de santé, pour assurer le bien-être de tous, selon le ministre de la santé Gilbert Mokoki. Dans le message décliné à cette occasion, le chef de la délégation congolaise a rappelé à l'attention des participants que ce rêve remonte à la 30^{ème} assemblée mondiale de la santé.

Parlant du Congo, le ministre Gilbert Mokoki a annoncé qu'il est doté d'un plan national de développement sanitaire axé sur les soins de santé primaire



Le ministre Gilbert Mokoki à la tribune de l'AMS

qui mobilisent les acteurs bilatéraux et multilatéraux, des secteurs connexes, de la société civile, des organisations

non gouvernementales, des communautés et des acteurs traditionnels. Le gouvernement poursuit-il : « s'active pour la

décentralisation du secteur de la santé ; la revitalisation des districts sanitaires ; la construction des hôpitaux généraux dans chaque département ; l'effectivité de l'assurance maladie universelle afin d'améliorer l'offre et l'accès aux soins à toute la population ».

Mais au-delà, le ministre en charge de la santé affirme qu'il est possible de renforcer et de maintenir une synergie entre tous les Etats membres de l'OMS et tous ses partenaires, afin d'atteindre l'objectif santé pour tous. C'est dans cet élan que le Congo recommande l'institution d'une journée internationale des soins de santé primaire.

En marge des travaux de l'assemblée, le ministre a entrepris une série de contacts portant sur la fabrication locale des produits de santé ainsi que sur la pandémie et l'autosuffisance de l'Afrique en matière de santé. Le ministre de la santé et de la population a en outre échangé avec le docteur

Stella Chungong, directrice de la préparation et sécurité sanitaire de l'OMS. Au cours de leur entretien, il a évoqué entre autres questions, les préparatifs de l'arrivée imminente à Brazzaville d'une mission de ce département de l'OMS. Ce déplacement de Brazzaville s'inscrit dans l'optique de renforcer les capacités opérationnelles de la République du Congo en matière de gestion des urgences sanitaires.

Le ministre Gilbert Mokoki a par ailleurs eu une séance de travail avec Mark Edington, directeur de la division gestion des subventions qui avait à ses côtés Ibrahim Faria, directeur régional et Lionel Caruana, le Gestionnaire du Portefeuille du Congo au Fonds Mondiale. En rappel, le Fonds mondial a pour objet la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

A la fin de cette séance de travail, Lionel Caruana, le gestionnaire du portefeuille du Congo au Fonds Mondial a salué la volonté du ministre de la santé et de la population à faire de la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme en République du Congo son cheval de bataille.

Ernest Otsouanga

Justice

LA FORMATION AU CENTRE DES PRIORITÉS DANS LA PROFESSION DU NOTARIAT

Les universités du notariat africain ont été organisées le 28 mai dernier à Brazzaville. Cette formation qui permet aux notaires de s'adapter à la donne mondiale a planché également sur la société civile immobilière.

Les participants venus des dix-neuf pays africains et d'Europe ont débattu de la bonne marche de leur organisation. Parmi les thèmes débattus, on peut citer entre autres : l'Acte uniforme Ohada portant procédures simplifiées de recouvrement des créances et des voies d'exécution ; les sociétés civiles immobilières ; la gestion de l'office notarial et le rôle du notaire dans le monde alternatif du règlement des différends. La présidente de l'Université du notaire africain Sheikh Mba Sila a indiqué que « ces thèmes nous rappellent le rôle transversal que le notaire a dans la société et dans le monde des affaires ». Il a rappelé toutefois que ces universités sont pour les notaires l'occasion de partager leurs expériences.

Le président de la Chambre des notaires du Congo, Ber-

trand Eric Fédhéré Pandi, a pour sa part rappelé que l'organisation de ces universités est

une instruction de l'assemblée générale de la Commission des Affaires Africaines (CAAF) tenue à Cotonou en 2022.

Le président de la CAAF Salam Olagnika s'est félicité de l'arrivée des deux pays comme observateurs. Il s'agit du Burundi et de la République démocratique du Congo.

mocratique du Congo.

Ouvrant les travaux, le ministre du contrôle d'Etat, de la qualité et de la lutte contre les antivauteurs, le Pr Rosaire Ibara, représentant le premier ministre a informé l'assistance de ce que le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou Nguesso fait de

la formation une priorité. Ainsi, tenir les assises du notariat africain au Congo constitue pour lui, un motif de fierté. Par ailleurs, le ministre a souligné que le notariat lui tient tellement à cœur qu'il est mis en place des commissions de révision de la loi portant sur le notariat au Congo, question de l'adapter à la réalité. « Cette nouvelle loi fait de la formation une des conditions dans l'exercice de la profession de notaire », a-t-il fait savoir.

Dim-Martie Mizère



Océan du Nord
Société de Transport

OUVERTURE DES LIGNES
ETOUMBI - KELLE & ETOUMBI - MBOMO!!
après une interruption momentanée de la ligne
Etoumbi - Kelle, votre transporteur vous annonce sa relance et l'ouverture du tronçon Etoumbi - Mbomo

Désormais voyagez JUSQU'À MBOMO!!

Brazzaville
ETOUMBI - KELLE
tous les

MARDIS

SAMEDIS



Brazzaville
ETOUMBI - MBOMO
tous les

JEUDIS

www.oceandunord.com
contact@oceandunord.com

Phones: 05 728 88 33/ 06 587 44 60
Direction Brazzaville: 01, rue Ango av de la tsiémé Mikalou.

Société des pavés du Congo

DE LA RÉSURRECTION À L'EXTENSION DE L'ENTITÉ INDUSTRIELLE

C'est la descente des ministres impliqués dans ce projet qui a ravivé la flamme de l'espérance. En effet, les 122 salariés restant sur les 320 que comptait la société à son lancement en avril 2016, voient l'avenir en rose. La remise en scelle de cette entité industrielle devrait aussi profiter aux jeunes en quête d'emploi et de formation. Le gouvernement rêve, au-delà de la simple relance de cette usine. Il veut à partir de cette usine, en créer d'autres à Pointe-Noire, Dolisie et dans bien d'autres localités.



Bientôt la SPC va retrouver ses lettres de noblesse

Les ministres impliqués, en l'occurrence le ministre de la jeunesse et des sports, de la formation qualifiante et de l'emploi Hugues Ngouélondélé ; le ministre du budget, du portefeuille public et des comptes publics Ludovic Ngatsé ; le délégué à la décentralisation et au développement local Juste Désiré Mondélé, ont fait partie de la délégation qui a visité la société des pavés du Congo (SPC). Au terme de la visite de ce complexe, les ministres ont eu droit aux explications détaillées sur cette unité de production à Haute intensité de main d'œuvre (HIMO). En vérité, cette société est devenue aujourd'hui, l'ombre d'elle-même.

Le représentant du directeur général Snov Mounda Onguila a salué l'initiative du gouvernement de relancer cette usine. Selon lui, « *l'engagement du gouvernement à relancer de façon optimale l'ensemble des activités de cette unité de production s'inscrit dans le seul souci de créer et d'élargir le spectre des opportunités de l'employabilité de la jeunesse* ». En effet, Hugues Ngouélondélé, Ludovic Ngatsé et Juste Désiré Mondélé, ont réalisé l'urgence du capital social de la société. Ce capital s'élève à 12.117.447.900 FCFA, dont

10.117.447.900 FCFA en nature et deux milliards d'apports en numéraire.

Cette société s'est spécialisée entre autres dans la fabrication des pavés et bordures vibrés ; la distribution et la vente des pavés. La SPC dispose dans sa zone d'exploitation dix lignes de production des pavés et bordures vitrés dont huit lignes sont non opérationnelles, pour une capacité de production journalière réduite à 200 mètres carrés de pavés, toutes catégories confondues, contre 1000 mètres carrés par jour à sa mise en service. Aujourd'hui, sa capacité de production de bordures vitrées est réduite.

Les membres du gouvernement ont été édifiés sur le fonctionnement à minima de cette unité industrielle. Des sources proches de cette société industrielle, indiquent que cette société a perdu sa capacité d'intervention sur le terrain avec un niveau d'amortissement avancé de certains équipements. Il leur a été expliqué que la SPC ne dispose actuellement que de 122 agents permanents contre 320 agents permanents à sa création en 2019.

En réaction, Ludovic Ngatsé, le ministre du budget, des comptes publics et du portefeuille

public qui connaît le dossier et qui suit son évolution à travers les descentes sur le terrain, s'est voulu rassurant. Le gouvernement a déjà élaboré le business-plan de relance de ce moyen pour accélérer l'emploi des jeunes afin de redonner vie à cette société, a-t-il annoncé. Plus que rassurant, Juste Désiré Mondélé relève que tous les corps de l'état travaillent pour redonner vie à cet outil. « *On peut s'appuyer sur l'existant. Avec sa capacité actuelle, la SPC produit 200 mètres carrés par jour. Ce qui peut déjà impliquer beaucoup de jeunes y compris pour l'apprentissage du métier. Le gouvernement est venu mettre le pied à l'étrier, pour que vive à jamais, l'emploi des jeunes* », a-t-il réagi.

Pour Hugues Ngouélondélé qui est la cheville ouvrière du projet pour avoir participé à son lancement en sa qualité de maire de Brazzaville en 2016, le tour est en réalité joué d'autant plus que, qui peut le plus, peut le moins. « *Nous avons réalisé des projets plus coûteux que ça. Nous allons réhabiliter cette usine et en faire aussi à Pointe-Noire. Le temps des discours est passé, il faut maintenant faire* », a-t-il déclaré.

Henriet Mouandinga

HUMEUR

TRIBALISME ET ARCHAÏSMES

Hier, on vivait chacun chez soi : chacun dans son village, avec ses proches biologiques. On se mariait exclusivement au sein des clans et les enfants nés des différents couples étaient à 100% Bomitaba, 100%Vili, 100%Téké, 100% Batsangui ou Nzébi... Dans ces familles, les autres Congolais n'étaient vécus que comme de vrais étrangers, comme des non-frères, dans une certaine mesure, des ennemis. Il n'y avait aucune retenue de leur vouloir du mal, de leur faire du mal... D'où les conflits politico-militaires récurrents à connotation tribale, ayant fait des victimes innocentes. Le seul reproche que les uns pouvaient faire aux autres, et vis-versa, c'est d'être nés quelque part ailleurs.

Plusieurs années plus tard, les plaies sont en cours de cicatrisation. Une cicatrisation lente à cause des comportements grégaires entretenus par certains fils du pays. Malgré tout, les cœurs meurtris se régénèrent quand même ; la plupart des Congolais ayant compris que nos différences ne nous empêchent nullement de vivre ensemble et de construire le pays ensemble. D'ailleurs, chez les Bantous, la vie se vit toujours avec les autres, d'où qu'ils viennent. Elle n'est vraiment complète que quand elle se vit ensemble.

Aussi, de nombreux Congolais ont-ils résolu ne plus prêter attention aux sirènes politiques, notamment quand elles ont pour fondement, la division et le rejet de l'autre.

De plus en plus, chacun se bat pour assurer ses lendemains, peu importe la tête de celui qui est en face. Au quotidien, on se cherche pour trouver le minimum vital permettant de subvenir aux besoins de ses enfants et de ses proches. Ainsi, chaque jour chacun scrute l'horizon et n'hésite pas de répondre à l'appel du destin. Cet appel peut provenir de Pokola, Londéla-Kaye, Madingou, Mbomo, Nkayi, Mossendjo, Mossaka ou de Loutété... Il peut s'adresser à n'importe quel fils du pays. « A chacun son destin », soutient un adage populaire.

Ainsi, aux quatre coins du pays, on retrouve des Congolais venus d'horizons divers, qui vivent en paix ; chacun ayant rendez-vous avec son destin. Le lieu de ce rendez-vous n'est pas forcément le département ou le district d'origine. Car, un fils de Mbinda (département du Niari) peut répondre à l'appel du destin et se retrouver à Kabo (département de la Sangha) où il fait fortune sans y être originaire. Se trouvant chez lui, il est libre de se marier à une femme de son choix, fonder une famille et passer le reste de sa vie avec des compatriotes et même des immigrés qu'il rencontre dans ce milieu.

Dans ce cas précis, que fait-il de la fortune amassée loin de sa terre natale, si l'idéologie dominante est l'ethnie ou le village ? Quel sort réserve-t-il à sa progéniture et à toutes les relations qu'il a tissées dans son district ou village d'accueil ?

Aujourd'hui, le tribalisme et tout ce qui va avec ne constituent rien d'autre que des archaïsmes dont chaque Congolais doit se débarrasser.

Jules Débel

Tour Nabemba

GRÈVE DU PERSONNEL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE DE GESTION

Les 80 agents de la SCIG sont en grève illimitée depuis la semaine dernière. Ils réclament le paiement de trois mois d'arriérés de salaire au titre de l'année 2024. Ces impayés viennent s'ajouter aux 8 ou 9 soldes cumulés que l'employeur doit à ses travailleurs au titre des années 2018 et 2020. Menaces, insécurité sociale, non-respect des accords..., sont autant de griefs que le collectif des travailleurs a consignés dans le cahier de doléances transmis à la direction de la société.



Comme en novembre 2020, les concerts ont repris devant la Tour Nabemba

Après plusieurs rencontres infructueuses que le collectif des travailleurs de la Tour a eues avec l'admini-

stration de la SCIG, une grève illimitée a été déclenchée au sein de ladite société. Depuis lors, ils animent un concert de

casserolés devant l'immeuble, à la surprise générale. En plus des salaires impayés dont le montant est estimé à 185 millions

FCFA, ces travailleurs épinglent plusieurs autres griefs, toujours les mêmes qui courent depuis plusieurs années : non-respect des accords signés entre les deux parties ; refus délibéré de la SCIG d'accéder aux 32 notifications faites par le collectif ; non-reversement à la CNSS des sommes retenues sur les salaires des agents à la fin de chaque mois ; arrogance de la direction de la société qui ne veut pas entendre raison, mais se plaît bien à menacer les syndicalistes...

L'arrêt de travail qu'observe le personnel de la SCIG commence à avoir de sérieuses répercussions sur le fonctionnement des différentes administrations dont les bureaux sont logés à la Tour Nabemba : les poubelles remplies encombrant les bureaux ; les bouts de papiers et autres débris jonchent les couloirs ; les sanitaires non entretenus polluent l'air à tous les niveaux ; les ascenseurs déjà vétustes sont abandonnés aux seuls usagers qui en font à leur guise. Le jardin non entretenu et le parking non balayé reflètent la grise mine de ces chefs de famille qui ne parviennent plus à assumer leurs charges parentales... L'image dominante est celle d'une maison à l'abandon, dont les occupants et les visiteurs doivent apprendre à se débrouiller. Car, aucun service n'est vraiment fonctionnel.

Il y a peu, la Tour Nabemba s'était vu interrompre l'alimentation en énergie électrique pendant quelques jours, plongeant dans le noir les nombreuses

administrations qui y sont logées, dont singulièrement celles relevant de la CEMAC et de la présidence de la république. Il a fallu une injonction musclée d'une haute autorité, pour que les services de coupure de E2C reviennent au bon sentiment. A en croire certaines langues, la SCIG n'honore que difficilement ses obligations vis-à-vis de la Congolaise des Eaux. Exerçant un grand trafic d'influence sur l'administration de la LCDE, la SCIG utilise frauduleusement toutes les quantités d'eau servant à assurer les différents services au sein de l'immeuble.

Interrogations et supputations

Pendant que les travailleurs de la SCIG filent du mauvais coton, les langues se délient : les uns évoquent comme raison, le non-paiement des créances de la société par l'Etat. Ce que les syndicalistes balaient d'un revers de la main, en argumentant qu'en 20 ans d'activités au sein de la Tour Nabemba, la SCIG, a régulièrement reçu ses subventions. Les arriérés de l'Etat ne sont pas considérables, comparativement aux sommes encaissées par la société. Selon les mêmes syndicalistes, ce serait plutôt la mauvaise foi des décideurs de la société dont les priorités sont ailleurs. Pour ces derniers, tout dépend de la direction de la SCIG, d'autant plus que la société a plusieurs sources de revenus qui lui auraient permis d'éviter l'accumulation des impayés.

Ariane Céleste Yamba

Talangai-Kintélé

UN VIADUC SANS PANNEAUX DE SIGNALISATION, DEVIENT TOUT SIMPLEMENT UN MOUROI

L'absence de l'éclairage public, des signalisations de limitation de vitesse et de couloir de secours fait que cet ouvrage, au lieu de fluidifier la circulation devient plutôt un mouroi. Bien que la mairie de Brazzaville procède actuellement à la réhabilitation de l'éclairage le long du viaduc jusqu'au stade la Concorde de Kintélé, ce travail est loin de garantir la sécurité routière sur ce tronçon. Il faut que l'Etat via ses organes techniques, à l'instar de la direction générale des transports terrestres, fasse parler la route à travers des panneaux de signalisation.

En effet, inaugurée le 30 août 2015 dans la foulée des projets prioritaires des préparatifs des onzièmes jeux africains par le président de la République Denis Sassou N'Gusso, la corniche nord de Brazzaville, encore connue sous la dénomination du viaduc Talangai-Kintélé ou de troisième sortie nord de Brazzaville a coûté 106,407 milliards FCFA. La China road and bridge corporation (CRBC) qui l'avait réalisée sous l'œil vigilant des 21 experts d'Egis international, avait mobilisé 1000 ouvriers, manœuvres, ingénieurs et autres cadres congolais et 510 Chinois. L'Etat avait aussi procédé à des expropriations pour cause d'utilité publique pour près de huit mil-

liards de FCFA. Le but étant de fluidifier et d'humaniser davantage, la circulation des personnes entre le centre de la capitale et sa banlieue nord, confrontée aux embouteillages et autres obstacles. Mais hélas, cette voie de circulation devient l'un des principaux dangers pour les usagers de ce tronçon. A l'obscurité quasi chronique du fait des délestages et blackout de la société Energie électrique du Congo, s'ajoute le défaut de signalisation. Conséquence, il ne se passe presque pas un seul jour, sans accident de circulation sur cette voie.

La première corniche asphaltée de Brazzaville s'est transformée en véritable vampire qui suce le sang des infortunés qui s'y



aventurent, surtout s'ils sont conduits par des chauffards. Ces accidents auraient dû diminuer d'ampleur sinon évités, si la route parlait. Or, à ce jour, il n'y a aucun élément de signalisation le long du trajet. Ce qui a d'ailleurs conduit la mairesse de Kintélé d'épingler la direction générale des transports terrestres, qui selon elle, serait responsable de l'insécurité routière sur ce trajet.

En fait, à ce niveau l'amalgame

vient de ce que, même les dirigeants semblent ne pas trop maîtriser le responsable de cette infrastructure routière, c'est-à-dire qui doit faire quoi en termes de sécurité routière. La vraie question que l'on se pose est celle de savoir entre la commune de Brazzaville, de Kintélé ou encore de la direction générale des transports terrestres, qui doit s'occuper de la circulation sur le viaduc, à qui incombe l'installation du dispositif de sécurité

routière sur ce viaduc.

La loi 7-2004, portant protection du patrimoine routier national, précise dans son article 2 que « l'entretien du patrimoine routier national est assuré par l'Etat ou les collectivités locales ». On comprend aisément que l'installation des panneaux de signalisation, relève de la collectivité locale, dans ce cas. Il s'agirait donc de Kintélé et ou de Brazzaville étant donné que cette voie est partagée entre les deux entités administratives qui relèvent de la juridiction des ministères en charge de l'intérieur et de l'entretien routier.

De son côté, « le ministère des transports, par le truchement de la direction générale des transports terrestres, en assure juste l'expertise technique, c'est-à-dire le type de panneau à utiliser ainsi que leur localisation », précise un expert.

Ce travail devrait se faire simultanément avec la réfection de l'éclairage public en cours, si l'on veut épargner les usagers des accidents qui infligent des souffrances, des pertes en vie et matériels aux populations, des dommages importants à l'Etat telle que la destruction des dispositifs d'éclairage public, ceux de protection de l'ouvrage et qui accélèrent de ce fait, sa destruction précoce.

Ernest Otsouanga

Enseignement supérieur

L'UNIVERSITÉ DENIS SASSOU NGUESSO BÉNÉFICIE D'UNE CELLULE ASSURANCE QUALITÉ

La sensibilisation aux enjeux et à l'importance de l'assurance qualité à l'université Denis Sassou Nguesso, a fait l'objet d'un atelier qui a été organisé le 29 mai dernier à Brazzaville. Cet atelier a été organisé à l'attention des étudiants, enseignants, personnels et staffs administratifs de cette université. Les travaux ont été ouverts par le Professeur Ange Antoine Abena, en présence de Fatoumata Barry Marega, représentante de l'Unesco au Congo. Il s'inscrit dans le cadre de la recherche de l'excellence à l'Université Denis Sassou N'Guesso (UDSN).

L'assurance qualité qui va être implantée à l'Université Denis Sassou N'Guesso permettra d'améliorer les performances dans le sous-secteur de l'enseignement supérieur et de rendre les programmes de l'enseignement visibles ; favoriser la reconnaissance et l'équivalence des diplômes. Il se donne à comprendre comme système de détection des problèmes permettant de garantir la conformité des produits. La représentante de l'Unesco au Congo, a affirmé l'engagement de son institution à s'associer et à accompagner le processus de l'implantation de l'assurance qualité dans cette université. « *Je vous rassure de l'engagement de l'Unesco et de sa volonté de s'associer à ce processus de mise en*



place de l'assurance qualité. Nous allons accompagner le processus que vous avez be-

soin », a-t-elle fait savoir. Le président de l'UDSN, a invité les uns et les autres à

être plus performants pour espérer atteindre les résultats escomptés. « *Nous devons dé-*

sormais et de façon définitive nous accrocher à la démarche qualité. C'est un passage obligatoire, parce que cette démarche nous conduira vers l'excellence. Nous sommes une jeune université et avons tout à gagner à nous y mettre. Au moment où de nombreuses institutions d'enseignement supérieur de notre espace se sont engagées dans des actions qui visent à renforcer leur connaissance et la mobilité de leurs étudiants, l'assurance qualité est l'antidote de la médiocrité. Nous devons être chaque jour plus performants pour que demain nous jouerons un rôle moteur de développement socio-économique de notre sous-région ». Notons que l'initiative de l'implantation de l'assurance qualité à l'Université Denis Sassou N'Guesso est le fruit de la formation qui a eu lieu à Conakry en Janvier 2024.

Dim-Martie Mizère



PARADOXES

PARADOXES

PARADOXES

PARADOXES

PARADOXES

◆ Un pasteur devient féticheur

C'est un fait à la fois insolite et incroyable. Un pasteur nigérian d'une célèbre église de renommée mondiale a renié la foi chrétienne pour retourner au fétichisme. Il a démissionné de son poste de pasteur pour devenir féticheur à temps plein. Cet homme de Dieu qui a officié pendant longtemps dans une église célèbre de son pays, a donné les raisons de son choix. Il affirme qu'il était régulièrement visité par les forces occultes qui lui disaient qu'il était né pour être féticheur et ne devrait pas abandonner son objectif. Il fait savoir que lorsqu'il s'est catégoriquement opposé à ces puissances sataniques, sa famille a été immédiatement attaquée par les forces du mal. Son épouse et ses enfants tombaient constamment malades et plus rien n'allait dans sa maison. Il a dû contracter des dettes énormes pour faire face à tous les cas de maladies. Même ses prières de délivrance se sont avérées vaines. Épuisé par toutes ses attaques, il a décidé de renoncer à sa foi chrétienne en remettant sa démission à l'église pour se consacrer librement au fétichisme.

◆ Des rôles inversés

De plus en plus, les jeunes filles aiment séduire les hommes d'un âge avancé, alors que les vieilles cocotes, malmenées par la ménopause et pétries d'expérience sexuelle, affectionnent des adolescents. Les cougars

décomplexés n'hésitent pas à becqueter avec des moineaux dont certains auraient l'âge de leurs enfants. Cependant, les plus irritées sont les épouses de palais, entendu par-là les femmes mariées qui n'acceptent pas l'outrecuidance des « fioto-fioti ». En tout cas, elles n'ont pas froid aux yeux pour biper des hommes plus âgés qu'elles. D'où la crainte des « mères de palais » dont elles déstabilisent sans sourciller les foyers, en cette période fiévreuse des fêtes de la nativité et du nouvel an. Certaines n'hésitent pas à appeler par « bébés » les papas qui succombent à leurs charmes. Les vieilles cocotes, quant à elles, appellent affectueusement des adolescents qui mordent à leur appât par « petits poussins ». Décidemment les rôles sont inversés dans une société de plus en plus vouée à la perversion.

◆ Quand des élèves créent un fumoir

Des écoliers et des collégiens de certains complexes scolaires de Brazzaville ne se cachent plus pour fumer du tabac. Les bars et quelques espaces et surfaces leur servent de fumoir. Le jardin public situé avant l'entrée du viaduc où la nature a repris ses droits, est choisi par des élèves que nous avons surpris en train de fumer. Nous avons cru au départ qu'ils consommaient du chanvre en voyant ces jeunes gens assis à tour de rôle des bâtons de cigarettes sous forme de plis. Les intéressés nous ont déclaré qu'ils fumaient du « chikata »,

un genre de cigarette qui selon eux donne la force et éveille l'intelligence tout en soignant des maladies sans les indiquer. Cependant, une chose est vraie, le tabac quelle que soit sa forme et son contenu a des effets nocifs sur la santé contrairement aux idées reçues par ces écoliers et élèves. Ces derniers ont déjà développé une dépendance puisque les membres du groupe prennent des rendez-vous pour se retrouver à des heures précises sur leur lieu de prédilection pour fumer au vu et au su de tout le monde du « chikata ».

◆ Que de fous dans les rues

Les malades mentaux se promènent dans la ville capitale comme des animaux en divagation, alors que leur place devrait être dans un établissement psychiatrique. Parmi eux, il y a ceux qui aiment dormir dans des ronds-points qu'ils salissent. D'autres ont élu domicile le long des grandes artères de Brazzaville. On les trouve sur l'avenue de l'OUA du marché total jusqu'au rond-point Bifouiti, les avenues de la Paix et de l'intendance ainsi qu'à l'esplanade du Centre national de radio et de télévision (CNRTV) pour ne citer que ces endroits. Ces fous sont aussi visibles dans les marchés où ils se contentent de fouiller facilement les poubelles pour trouver de quoi soigner leurs crampes d'estomac. Apparemment inoffensifs, certains se baladent légèrement habillés ou presque nus, mettant mal à l'aise plusieurs personnes notamment celles qui sont accompagnées de

leurs parents et enfants. A demi nus, ces malades mentaux font des va et vient en plein air, indisposant plus d'un citoyen. Au regard de ce qui précède, on est en droit de se demander sur la présence de ces fous dans les rues, alors qu'ils méritent une prise en charge psychiatrique.

◆ Des personnes assimilées à des clowns de cirque

Se décapier la peau a été une pratique des années 70. Certaines personnes complexées d'avoir la peau noire, utilisaient des tubes appelés « Ambi » de couleur verte ou rouge. D'autres par contre faisaient usage de produits spéciaux, obtenus à base de mélange de savon et de pommades divers pour éclaircir la peau. De fil en aiguille, ces personnes complexées recouraient à des injections intraveineuses considérées comme une technique plus soft, avec des résultats jugés probants et rapides. Malheureusement, ces accrocs du maquillage à outrance ressemblent aujourd'hui à des caméléons. Des taches qui colorent leur visage et leurs pommettes les rendent multicolores. Certains visages apeurent même les enfants qui les assimilent à des clowns de cirque. Il est regrettable que certaines personnes refusent d'assumer leur négritude en se décapant la peau, alors que celles dites de la race blanche se font « cuire » la peau au soleil pour se bronzer. □

Enseignement général

ENCORE UN LYCÉE EN CHANTIER À POINTE-NOIRE

La densification des structures scolaires d'accueil est une des options prises par le gouvernement pour rapprocher l'école des apprenants. Pour preuve, le gouvernement a lancé récemment les travaux de construction d'un lycée d'enseignement général au quartier Côte Matève dans le sixième arrondissement de Pointe-Noire, Ngoyo.

Le lycée d'enseignement général de Côte Matève dont la première pierre a été posée par le premier ministre Anatole Collinet Makosso en présence de quelques membres du gouvernement dont le ministre de l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'alphabétisation sera construit sur un terrain de 6 750 mètres carrés. Il comprendra principalement trois édifices, des dépendances et de commodités de la vie scolaire.

à une salle polyvalente et trois cabines de toilettes destinées au personnel administratif et enseignant. Le troisième bâtiment ne sera pas à étage. A propos des commodités et annexes, le cahier de charges prévoit un bloc de latrines de huit cabines pour les élèves. En scrutant le plan masse, on découvre qu'il y aura : des logements modernes d'astreinte pour l'équipe de maîtrise, de type T4 de 118,68 m2, comprenant trois chambres à coucher; un séjour avec un coin de



La maquette du lycée d'enseignement général de Côte Matève



Le premier ministre Anatole Collinet Makosso procède à la pose de la première pierre

Il s'agit principalement d'un bâtiment de type (R+1) de près de 500 mètres carrés qui abritera dix salles de classe, dont cinq au rez-de-chaussée et cinq autres à l'étage. Ce bâtiment aura des vérandas de 49,70 mètres de long et deux mètres de large. Chaque salle de classe sera protégée par des portes métalliques. Les tableaux seront de couleur verte et un faux plafond sera érigé à 3,06 mètres du sol. Le deuxième bâtiment de type R+1 sera moins large que le premier. Il aura une superficie d'environ 350 mètres carrés pour deux salles de classe et un laboratoire pédagogique au rez-de-chaussée. A l'étage, il offrira trois salles. Ce complexe aura un bloc administratif de 126,48 mètres carrés ; six bureaux combinés

repas ; une cuisine avec deux salles de bain. Le tout accompagné par une bache à eau de 38 000 litres avec un dispositif varié en eau. Il est également prévu un mât à quatre entrées ; des espaces verts, sportifs et un mur mitoyen de clôture en forme de L avec une protection en fils barbelés. Un portail et deux portillons pour la sécurisation de l'infrastructure, complète la liste des commodités. Après avoir étendu l'offre en termes de construction des nouveaux lycées à Pointe-Noire et ailleurs, le gouvernement par la voix du ministre Jean Luc Mouthou annonce, qu'il n'est pas prêt à s'arrêter en si bon chemin, dans son ambition de bien et de mieux former les jeunes. « Nous avons plus que jamais besoin de l'école pour préparer nos enfants face aux

défis de la mondialisation et les enjeux liés aux changements climatiques, pour préserver nos enfants de la violence et des déperditions de toutes sortes », a indiqué le ministre en charge de l'enseignement général. Le gouvernement n'a de cesse d'affirmer qu'il n'y aura pas d'avenir prospère pour le Congo, sans une politique ambitieuse d'encadrement et d'éducation de la jeunesse. Le chef du gouvernement voit dans l'acte accompli, la mise en œuvre de la politique du président de la République allant dans le sens de l'amélioration de la carte scolaire et de faire en sorte que le pays ait plusieurs lycées de proximité qui tiennent compte du

développement démographique des communautés. C'est pourquoi, Anatole Collinet Makosso « félicite le ministre de l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'alphabétisation pour tout ce qu'il est en train de faire à travers le pays pour rapprocher les établissements scolaires des apprenants. Nous continuerons à mettre en œuvre la politique du président de la République conformément aux prescriptions du Plan national de développement. Le dividende social passe par la construction des infrastructures scolaires, l'équipement et la modernisation de celles-ci ».

Henriet Mouandinga



1^{ère} PME Congolaise de Livraison Express depuis 1992.

G'BOX SERVICES
Une Nouvelle équipe qui vous offre :

- + De Dynamisme
- + De Professionnalisme
- + De Réactivité
- + De Sécurité
- + De Satisfaction clients

NOS METIERS

- ✓ Livraisons Express Nationales
- ✓ Livraisons Express Internationales
- ✓ Fret Aérien
- ✓ Fret Routier
- ✓ Fret Maritime
- ✓ E-Commerce

NOTRE FORCE, NOTRE RÉSEAU
 + De 14 agences dans tout le territoire national

NEW FORMULA POWERED BY SAP Business One

Service Clients :
 Direction générale Brazzaville : Centre ville en face de la mairie centrale.
 Agence Pointe noire : Centre ville Rond point kassaf en face du Centre Culturel Français.
 Contact 2017@gxinternational.net • www.gxinternational.net
 (+242) 05 550 10 73 - (+242) 05 301 02 38

Nos Partenaires



41^{ème} session du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur

LES EXPERTS ADOPTENT DES DÉCISIONS CLÉS POUR LA COMPÉTITIVITÉ DE L'INSTITUTION

Les ministres en charge de l'enseignement supérieur des Etats membres du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (Cames) se sont réunis du 20 au 24 mai 2024 à Kintélé dans le département du Pool, pour statuer sur plusieurs dossiers dont la validation du programme de développement de l'institution pour la période 2024-2028.

Au cours de cette 41^{ème} session, les experts du Cames ont examiné et adopté les orientations et décisions clés influençant le fonctionnement, la performance et la compétitivité de ce Conseil académique. Les sujets abordés incluent le rapport d'activités et financier 2023, le projet de budget 2025, le rapport de la 6^{ème} édition des journées scientifiques du Cames, et bien sûr le projet du nouveau plan stratégique de développement du Cames devant tracer la feuille de route de l'organisation pour les années à venir, ainsi que le nouvel organigramme, un élément clé pour optimiser la structure organisationnelle du Conseil.

Outre ces documents, les experts ont également planché sur les questions relatives à l'organisation en bimodal du 22^{ème} concours d'agrégation en sciences de la santé et la validation des résultats 2023 de la 38^{ème} session du programme de reconnaissance et d'équivalence des diplômes. Intervenant à cette occasion, la ministre congolaise de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation technologique, Emmanuel Delphine Edith, a mis en exergue les trois piliers stratégiques du Cames à savoir, la transmission du savoir, le développement de la recherche et la transformation numérique des universités. Elle

a insisté sur la nécessité pour les universités de contribuer à la formation des ressources de qualité et de veiller à l'adéquation formation/emploi dans l'espace Cames. Remerciant les autorités congolaises pour l'accueil, pour la deuxième fois de cette session, le secrétaire général du Cames, le Pr Souleymane Konaté, a souligné la nécessité pour le Cames de s'ajuster aux enjeux actuels de l'enseignement supérieur et de la recherche, afin de répondre aux ambitions de croissance des Etats membres. Il a aussi relevé le rôle crucial des experts des pays membres dans l'évaluation des dossiers soumis, en fournissant ainsi des



Le premier ministre Anatole Collinet Makosso

éclairages précieux aux ministres de tutelle. Le Pr Konaté a appelé à des contributions objectives et pertinentes dans la Co-construction du Cames de demain, conformément au nouveau plan stratégique. La session du Conseil des ministres du Cames est une étape déterminante pour l'avenir de l'enseignement supérieur et de la recherche en Afrique, a-t-il souligné, avant d'ajouter que les décisions prises auront un impact significatif sur la compétitivité et la performance de l'institution.

A l'ouverture des travaux de cette 41^{ème} session ordinaire du Cames, le Premier ministre congolais, Anatole Collinet Makosso, a signifié que le gouvernement du Congo ne ménagera aucun effort pour apporter sa pierre à l'édification de l'intégration dans le domaine de l'enseignement

supérieur et de la recherche scientifique. Il a rappelé le rôle crucial du Cames dans la promotion des chercheurs et enseignants-chercheurs ainsi que dans l'évaluation des offres de formation des Etats membres, mettant en lumière les défis et les opportunités actuelles, notamment la digitalisation et l'impact de l'intelligence artificielle sur l'enseignement supérieur. Les travaux de la 41^{ème} session ont réuni les ministres en charge de l'enseignement supérieur et les représentants venus de 17 pays dont le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Centrafrique, la RDC, le Congo-Brazzaville, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée, le Mali, le Niger, le Sénégal, le Tchad, le Togo, Madagascar et le Maroc comme invité d'honneur.

Gulit Ngou



Photo de famille des ministres de l'enseignement supérieur

Université Denis Sassou N'Gouesso de Kintélé

L'ÉTABLISSEMENT SE DOTE D'UN MANUEL DE PROCÉDURE

Les participants à l'atelier de validation du manuel de procédure de l'Université Denis Sassou-N'Gouesso (Udsn) ont procédé, récemment à Brazzaville, à la validation de cet outil devant servir de guide pour régler toutes les situations de cette alma mater.

Ce manuel validé lors de la clôture dudit atelier, vient renforcer la qualité des services académiques dont aspire l'Udsn. « Nous devons en être fiers parce que ce manuel est le produit du travail de tous les acteurs de l'Udsn, depuis l'étudiant jusqu'au dirigeant en passant par les enseignants », a déclaré le président de cette université, le Pr Ange Antoine Abena. Il a souligné que désormais, rien

ne se fera plus comme avant la validation de ce manuel. « Chacun de nous, au quotidien avant tout acte, doit se référer à cet important outil de nos activités, de la vie de notre université, de ce beau projet qui est le devenir de l'Udsn », a-t-il ajouté. Félicitant tous les acteurs pour leur contribution au développement de cette alma mater, Ange Antoine Abena a rassuré les différents partenaires que



L'université DSN se démarque des autres établissements supérieurs

l'Udsn va continuer à travailler réflexion et de concertation pour qu'une plateforme de voit le jour afin de contribuer

à l'impulsion d'un enseignement supérieur de qualité au Congo.

Pour sa part, le Pr Edouard Ngou Milana, l'un des conférenciers à cet atelier, a exprimé sa satisfaction d'avoir rempli cette mission avec l'ensemble du personnel de cette université. « Bravo à cette université parce qu'il y a tellement d'exigences concernant l'enseignement supérieur. L'Udsn aspire à la qualité des services académiques, car une université n'est vraiment université que si les services académiques sont de très bonne qualité. Ce manuel de procédure vient confirmer la qualité. Il vise à mettre fin au laisser-aller universitaire. », a-t-il conclu.

G.N.

Infrastructures sportives

QU'EST CE QUI VA CHANGER ?

Jusqu'à samedi dernier personne au Congo comme ailleurs ne savait où allait se jouer le match de football Congo-Niger comptant pour la troisième journée des éliminatoires de la coupe du monde 2026. Notre pays était encore engagé dans une stressante course contre la montre pour la mise aux normes du stade président Alphonse Massamba Débat. Des leçons vont-elles être enfin tirées?



Réhabilitation du stade Alphonse Massamba-Débat, les travaux vont bon train

Et pourtant, tout le monde le sait, la vie est elle-même pleine d'enseignements et on apprend toujours de ses erreurs passées. Mais le Congo, décidément, semble être un cas vraiment à part. Car il y a une maladie nommée négligence ou irresponsabilité qui semble collée à sa peau. Il semble qu'il sera toujours ainsi tant que le Congo restera Congo car on n'y peut rien, la tare est véritablement congénitale.

Le stade marchand et le stade Eboué servent d'exemples palpables. Rien n'a toujours été entrepris pour leur donner un visage adapté au modernisme. Et maintenant s'ajoutent le stade d'Owando celui, de Pointe-Noire, et même le complexe sportif de Kintélé. Tous sont en train de tomber en ruine. Tous, en leur temps, ont pourtant suscité d'énormes investissements humains, matériels et financiers. Mais, visiblement, tout est à refaire.

Car l'entretien est un chapitre que le Congolais a définitivement rayé de son registre comme s'il était trop coûteux ou tout simplement inutile. C'est dire que la même chose doit se faire à plusieurs reprises. Il faut toujours construire du neuf pour ensuite le laisser progressivement se dégrader jusqu'à ce que « mort » s'en suive. Ce qui a plutôt l'air d'un sabotage, ou d'un crime économique.

De rien au sommet puis...

Nul ne peut ignorer le reproche qui était toujours fait aux

pouvoirs publics à l'époque. Aucun effort n'était entrepris pour permettre la pratique du sport dans des conditions saines. C'est ainsi que le sport se pratiquait dans « les herbes ». On se souvient de ce que les grands dirigeants de handball de l'époque venaient voir la grande Étoile du Congo (dames) de feu Casimir Molongo s'entraîner aux « cent fils » alors que le Cara football, champion d'Afrique, errait dans la ville pour trouver de l'espace pour entraînements.

Puis la municipalisation accélérée est venue et quelques infrastructures sportives respectables ont été érigées un peu partout dans le pays. Même si, surtout à l'intérieur du pays, le travail a été visiblement baclé on pouvait néanmoins pratiquer du sport dans des conditions acceptables. En plus, avec les jeux africains du cinquantenaire c'est notre ville-capitale qui a été gâtée. Mais au lieu de penser à la politique d'entretien pour conserver et maintenir les acquis, on a plutôt versé dans l'euphorie, croyant que tout s'arrêterait-là à l'erection des installations sportives.

Or, il fallait à tout prix créer sur la lancée une société autonome d'entretien. Malheureusement l'imagination est trop vite tombée en panne et, progressivement, tout ce qu'on a bâti à la sueur du front a commencé à s'effondrer sous des regards impuissants. C'est ainsi qu'avec l'interruption des activités au stade président Massamba Débat, la fédération congolaise de football a

dû recourir au stade de Kinshasa pour les matchs prévus à Brazzaville afin de finir le championnat national ligue 1. Un beau et bon dépannage mais dans des conditions pas forcément idéales.

Toutefois, pour ce qui concerne la réfection du stade président Alphonse Massamba Débat, il semblerait que plus d'un milliard avait été déboursé peu avant pour la fameuse mise aux normes. Mais là, sous la pression des instances internationales de football une nouvelle enveloppe a encore été dégagée car le travail accompli restait insuffisant.

Voilà un stade qui, décidément, devient un gouffre à argent. Mais, après, que va-t-il se passer ? On va sûrement oublier que ce stade réhabilité à coup de milliards a besoin d'être entretenu. On va se contenter de jouer, jouer et encore jouer jusqu'au jour où l'épée de Damoclès sera à nouveau suspendue sur nos têtes. Car ce n'est jamais dans nos habitudes de prévoir. Alors, pourquoi ne pas faire autrement ?

Il s'agit par exemple de prévoir un budget pour les stades qui méritent d'être réfectionnés et créer une société nationale d'entretien. Car il n'est quand même pas acceptable de laisser le complexe sportif de Kintélé disparaître dans ces conditions-là. Il faut bien qu'il y ait un sursaut national à temps pour sauver ce qui peut l'être. A moins d'opter pour le sabotage et le gâchis.

Merlin Ebalé

Championnat national de Football ligue 1

LE RETOUR DES FAUVES

Depuis hier dimanche le championnat national de Football ligue 1, saison 2023-2024 est entré dans le gouffre de l'histoire. Pour la première fois depuis 2018 l'As Otohô n'est plus sur le toit du Congo. Elle a remis aux « Fauves du Niari » une couronne qu'elle avait confisquée pendant six saisons d'affilée.

Avrai dire, on commençait un peu de ce règne sans partage de l'As Otohô sur l'échiquier national surtout que, sur le plan africain, le Congo demeurait à jamais un simple faire-valoir. Car il ne parvenait pas à marquer des points susceptibles de faire que notre pays soit à nouveau redouté et respecté. Alors, le Congo se résignait à faire du sur place sans jamais faire rêver ses nombreux mordus de football.

Néanmoins, cela a permis à tous de réaliser que le football est un jeu complexe, extrêmement difficile à déchiffrer. Car tous nous avons applaudi l'arrivée combien foudroyante de l'As Otohô en 2017 car chacun, dans son for intérieur, espérait qu'une saine rivalité entre l'As Otohô et AC Léopards allait finir par tirer l'ensemble du football congolais vers le haut. Mais, contre attente, le président Remy Ayayos a justement choisi ce moment-là pour annoncer son retrait.

Du coup, la rivalité tant attendue a été « tuée » dans l'œuf. Ayayos s'en allait après avoir donné au Congo la coupe de la confédération. Ce qui faisait que le Congo soit tout proche du titre de champion d'Afrique toutes catégories du moment où il ne manquait plus que le championnat d'Afrique des nations au palmarès congolais.

Les Fauves du Niari, de retour pour poursuivre sur leur lancée

Ac Léopards de Dolisie est, jusque-là, la seule équipe qui soit parvenue à donner deux places au pays sur la scène africaine. Ce qui n'était déjà pas rien. Mais les Fauves ont fait plus en offrant aussi un trophée. Depuis leur fin de cycle, on les croyait entrés dans le rang pour toujours. Car, comme on le sait, il est toujours plus facile de parvenir au sommet que de s'y maintenir. Seulement, la saison dernière, on a senti quelques frémissements, annonceurs du printemps.

Mais on ne les a pas pris au sérieux alors que ce n'était en réalité qu'un problème d'endurance et, peut-être, aussi de foi. Et puis Remy Ayayos, qui continuait de tirer les ficelles dans l'ombre, était trop hésitant, trop caché, et trop accaparé par les A.E.T

(Anciens Enfants de Troupe). Mais il n'est jamais évident de se débarrasser si facilement de la « drogue ».

D'où la nécessité pour le colonel-major de se doter d'un « masque » pour insuffler davantage d'ambition aux « Fauves », laissant en surface Oumar, le président, et Eboué Ulrich, le secrétaire général. Alors, AC Léopards a retrouvé ses marques et ses griffes. Sans vraiment s'élever au niveau de la précédente génération, Ac Léopards a su s'approprier la gagne au point de survoler le championnat national ligue 1 depuis l'entame jusqu'à son terme. L'autre chance, pour AC Léopards, c'est que le trafic d'influence, la corruption, l'achat des consciences et la tricherie ont beaucoup perdu de leur ampleur.

Et même si le football n'est jamais totalement propre, on peut se réjouir de ce que la « main noire » ait eu très peu d'espace, cette saison. Les « Fauves » en ont profité pour sortir leurs griffes pour dompter bon nombre de leurs adversaires afin de s'installer confortablement sur le toit. On ne peut pas ne pas saluer le travail abattu par le staff et les compétiteurs de cette équipe cette saison. Il reste que les choses ne doivent pas s'arrêter là. Car ce n'est pas tout de détrôner l'As Otohô. Car une autre bataille encore plus excitante s'engage, celle de briser l'impuissance du football congolais sur l'échiquier africain.

Et là, il s'agira de se débarrasser d'une gestion cafouilleuse pour installer une organisation rigoureuse. Scientifique et ambitieuse. Peut-être faudrait-il un vrai retour d'Ayayos Ikonka Remy. Le souhait est qu'il renonce à sa « retraite » sportive et qu'il se débarrasse de son masque. Car les vraies choses commencent et, dans pareille bataille, on ne peut pas avoir un pied dedans et un pied dehors.

Il ne peut y avoir qu'une ambition et une seule, noble et encourageante. C'est ainsi que, ce retour doit être accompagné de la volonté de faire davantage par rapport au passé. Il s'agit de montrer un nouvel exemple dans la promotion et le développement du football congolais. En attendant, bon retour et félicitations !

Georges Engouma

Eliminatoires CM 2026 de Football

LE MARATHON REPREND

Après avoir mordu la poussière en Zambie lors de la première journée (2-4) les Diables Rouges s'appêtent à disputer les 6 et 11 juin prochains les troisième et quatrième journées des éliminatoires respectivement contre le Mena du Niger et les Lions de l'Atlas du Maroc.

Mais tout doit être clair dans les esprits. L'ambition d'Isaac Ngata, l'entraîneur-sélectionneur, n'est pas de qualifier son équipe pour le tournoi final aux U.S.A. Car son équipe est encore en construction. Elle n'est donc pas encore apte à faire honorablement face aux rudes batailles d'un tel niveau. Pour l'instant, sa préoccupation primordiale est encore de bâtir une équipe qui soit en mesure, au fil du temps, d'acquiescer des capacités qui lui permettent de tutoyer les plus grands du domaine. Mais construire ne signifie pas pour autant se laisser gentiment marcher sur le ventre. Il s'agit certes d'apprendre mais tout en montrant de bonnes dispositions pour l'avenir. Et l'avenir, pour Isaac

Ngata, est immédiat. Car il vise la qualification pour la phase finale de la C.A.N 2025 au Maroc. Cela fait depuis 2015 en Guinée Equatoriale que le Congo n'a plus jamais été à la fête panafricaine de football. Tout a déjà été dit autour de la question. Des raisons mêmes subjectives ont été évoquées. Vrai ou faux, il a été dit que deux hommes, dont l'un serait déjà mort, ont « maudit » les Diables-Rouges au stade président Massamba-débat. C'est ainsi que ses Diables-Rouges peuvent gagner partout ailleurs sauf là au stade Massamba Débat. Un litige avec eux n'aurait pas été réglé. Mais cela relève du domaine des initiés alors que le football se joue sur le terrain

avec la tête, les pieds et le talent. A chacun de jouer son rôle donc. Ce n'est pas pour rien qu'il y a dirigeants et joueurs.

Le Niger, une vieille connaissance

A ce jour, le Niger n'a pas encore battu le Congo en compétition officielle. N'empêche, c'est bien lui qui avait empêché le Congo d'aller disputer le dernier tour des éliminatoires de la coupe du monde 2014 contre l'Algérie. C'est plutôt le Burkina Faso qui avait profité du nul à Niamey (2-2) entre le Niger et le Congo pour passer. Mais le Congo, lui, se devait absolument de gagner pour accéder au dernier tour des éliminatoires. Il semble cependant que le Congo n'ait pas beaucoup de chances dans



Isaac Ngata en train de donner ses instructions

cette épreuve car en 1997 il était encore bien plus proche de la qualification pour le tournoi final. Il n'avait besoin que d'un nul pour aller en France. Mais le Congo fut battu (0-1) en 1998 en Afrique du sud après avoir livré un match honorable.

Cette fois, le Congo accueille le Niger sans véritable pression ni obsession. La seule préoccupation étant de produire un beau football et de gagner. Il est vrai que c'est encore une équipe qui est encore à la recherche de ses marques. Le seul match test étant celui livré dernièrement contre le Gabon (1-1) et avec des joueurs qui n'étaient toujours pas les mêmes. C'est donc une équipe qui manque probablement de complicité. La prestation de la première journée en Zambie avait été encourageante. Mais pourvu que ça dure et qu'il y ait l'épanouissement attendu.

Le test suivant, celui contre le Maroc, sera celui le plus attendu. Car le Maroc a été demi-finaliste de la dernière coupe du monde au Qatar en

2022. Il était donc le meilleur représentant africain. C'est une équipe plus mûre, plus aguerrie et plus sûre de son football. Là, le Congo va s'attaquer à une équipe qui lui a toujours rendu la vie difficile. On cite le nul (1-1) à Douala en 1972 la défaite à Kumasi (0-1) en 1978, et la défaite à Ibanda (0-1) en 2000.

C'est visiblement, un adversaire incommode pour les Diables-Rouges mais l'opportunité n'a pas encore été donnée aux deux pays de se rencontrer en compétition officielle en aller-retour. Pour un Congo en construction, c'est intéressant d'avoir à s'expliquer avec un tel adversaire. On espère cependant vivre un spectacle de qualité. Seulement, aux dernières nouvelles soit en joue à Kinshasa, ou on prend un forfait car les règlements sont formels. Le Niger n'accepte plus de jouer à Brazzaville car il n'a pas été informé à temps.

Nathan Tsongou

FAIRE PART

Pour des raisons indépendantes de sa volonté le journal Le Patriote cesse à partir de la semaine prochaine 11 juin 2024.

Il présente ses excuses pour le désagrément ainsi causé. □

RÉFLEXION

LES TEMPS ONT CHANGÉ

Il nous a souvent été posé la question de savoir pourquoi nous aimons tant vivre au passé. La réponse, évidemment, est toute simple surtout dans le domaine précis du sport. On ne veut, visiblement pas oublier, le bon vieux temps. En quoi l'était-il ? Le sport n'était pas encore si budgétivore. Car les pratiquants faisaient et se faisaient plaisir tout en visant juste l'honneur et le prestige, sans plus. Ils étaient obsédés par l'idée de servir autrui sans forcément demander quelque chose en retour. Ils étaient tous des bénévoles décidés à contribuer au rayonnement du sport congolais. Pour eux, seuls le spectacle et la victoire étaient

non seulement jolis mais suffisaient à leur bonheur.

Quant aux dirigeants, eux aussi des bénévoles, ils trouvaient leur compte seulement dans la victoire. Et pourtant, ils se devaient d'entretenir leurs poulains, de les équiper, de les déplacer et aussi de répondre à quelques-unes de leurs exigences. Il s'agissait quand même d'une assistance mais qui n'était pas trop lourde surtout financièrement. Le dirigeant avait donc du plaisir à l'être même si quelque fois sa famille personnelle en souffrait. Car les sacrifices du dirigeant, chef de famille, avaient tendance à peser sur la vie de famille.

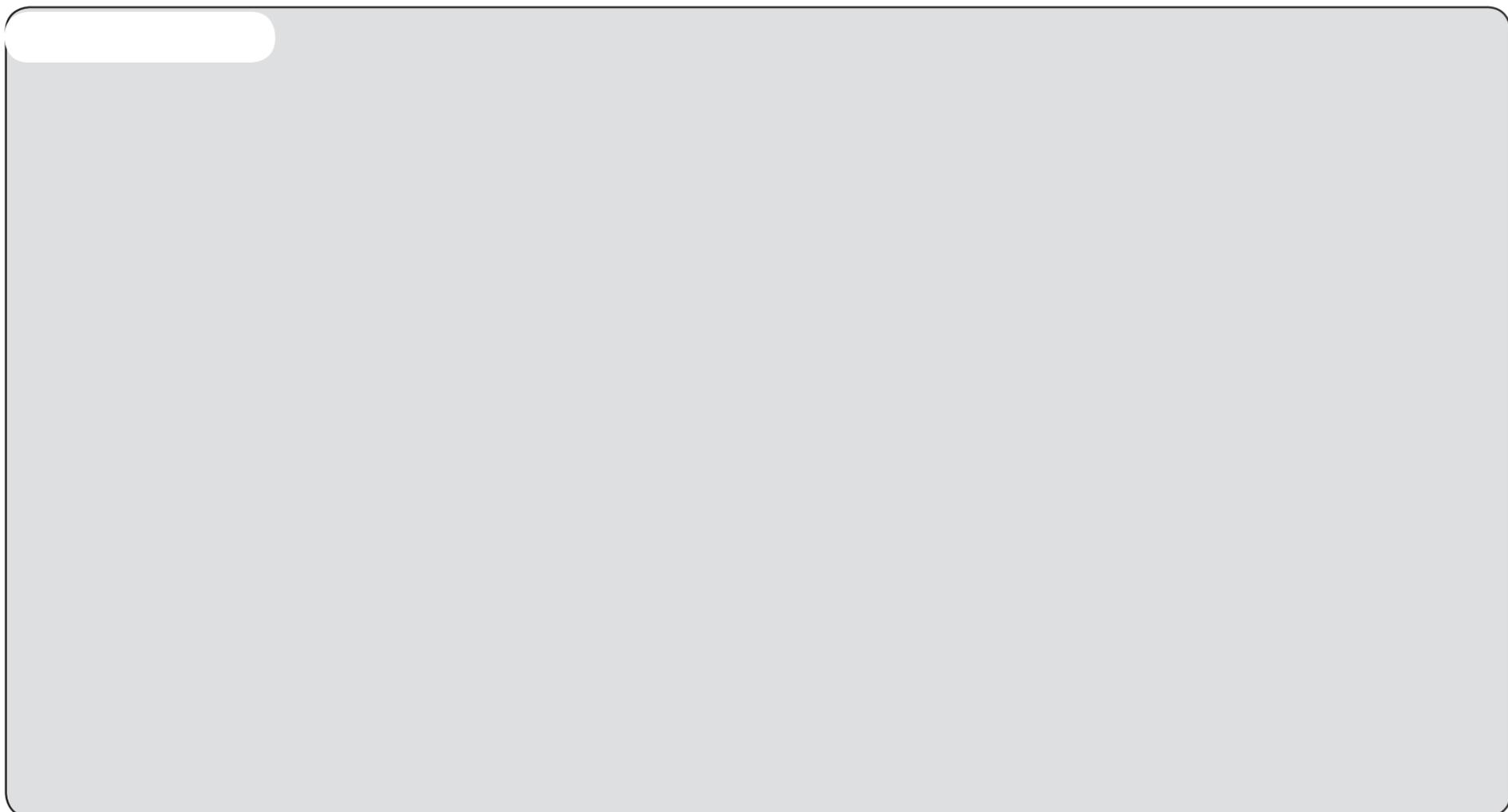
Mais, au fil du temps, le sport est

plus que jamais devenu budgétivore. Et ceci en raison de ces exigences actuelles à savoir: Plus haut, plus vite, plus fort ». Ce qui sous-entend des moyens matériels, humains et financiers conséquents pour atteindre les objectifs visés. Voilà qui, désormais, profite aux pays nantis. Mais au Congo, paradoxalement, cela crée plutôt un vrai désordre. Car l'argent consenti à la promotion au développement du sport prend plutôt la direction des poches de gros malins. Car aucun missionnaire n'a de comptes à rendre. D'où les querelles intestines à ne plus finir, les suspicions, la corruption, le trafic d'influence et tous les truquages. Le sport apparaît fina-

lement comme une vache à lait. On se sert et on se terre, un point c'est tout. C'est une espèce d'abbaye de Thèlemè qui explique les bagarres à ne plus finir au sein des fédérations sportives nationales, les détournements, les problèmes de primes, la mise en veilleuse des jeux de l'O.N.S.S.U, les problèmes d'entretien des installations sportives, le non-fonctionnement de la direction des centres de formation, et, bien sûr la médiocrité qui s'enracine.

Mais, curieusement, on s'étonne de ce que le sport congolais va mal au point d'être menacé de ne plus pouvoir disputer des matchs officiels de football à domicile. Franchement, où va-t-on ?

Georges Engouma



**RENÉ DANIEL LOUZAYA INTÈGRE LA COMMISSION
DES ARBITRES DE LA C.A.F**

**RENÉ DANIEL LOUZAYA INTÈGRE LA COMMISSION
DES ARBITRES DE LA C.A.F**

LES FAIBLESSES SONT MULTIFORMES

LES FAIBLESSES SONT MULTIFORMES

